

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Laverdière, Francine, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 14 juin 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	61
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	62
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	63
Situation financière par organismes	64
Charges par objets	65
Excédent (déficit) accumulé	66
Avantages sociaux futurs	70

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	76
Analyse des charges consolidées	88

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	94
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	95
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	96
Charges par objets	97
Excédent (déficit) accumulé	98
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	102
Analyse des charges sans amortissement	114
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	118
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	119
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	120
Charges par objets	121
Excédent (déficit) accumulé	122
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	126
Analyse des charges sans amortissement	138

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À Madame la Mairesse,
À la présidente et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles sur les informations financières de l'exercice ou des informations comparatives du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville a comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière du 31 décembre 2022 un transfert d'actifs concernant la construction des infrastructures municipales de l'échangeur Turcot, pour un montant de 249 millions de dollars et un montant équivalent à titre de paiement de transfert du gouvernement du Québec dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2022. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés appuyant la date de comptabilisation de ces actifs et du paiement de transfert correspondant, soit au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ou lors des exercices précédents, et si le montant comptabilisé correspondait à la totalité des actifs transférés, puisque la direction n'a pas fait une analyse complète de cette transaction complexe, ni fournit tous les éléments justificatifs. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si les montants en cause auraient dû faire l'objet d'ajustements aux états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2022 ou avant, et aux états consolidés des résultats, et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date ou avant.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 59, 60, 61, 63, 64, 65 et 66 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Nous avons également émis un rapport des auditeurs indépendants comportant une opinion avec réserve signé en date du 8 juin 2023 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 9 juin 2023.

Informations autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, les Faits saillants, la Reddition de comptes financière et le Rapport financier annuel 2022 du MAMH, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Comme il est décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » ci-dessus, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés appuyant le montant et la date de comptabilisation au titre du transfert d'actifs concernant la construction des infrastructures municipales de l'échangeur Turcot et du paiement de transfert correspondant, soit au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ou lors des exercices précédents. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de tirer une conclusion quant à savoir si les autres informations comportent une anomalie significative du fait de ce problème.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion d'audit sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A116207
Montréal, 9 juin 2023

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal
Michèle Galipeau, FCPA auditrice
Montréal, 9 juin 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	3 773 078 000	3 781 873 000	3 666 786 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	265 091 000	264 411 000	285 843 000
Quotes-parts	3	484 350 000	487 409 000	438 753 000
Transferts	4	1 835 718 000	2 242 729 000	2 007 516 000
Services rendus	5	1 929 312 000	1 907 474 000	1 794 182 000
Imposition de droits	6	351 928 000	462 847 000	440 279 000
Amendes et pénalités	7	218 687 000	169 707 000	160 426 000
Revenus de placements de portefeuille	8	112 365 000	130 328 000	95 692 000
Autres revenus d'intérêts	9	12 230 000	17 169 000	14 814 000
Autres revenus	10	112 508 000	128 414 000	112 501 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 095 267 000	9 592 361 000	9 016 792 000
Charges				
Administration générale	14	862 587 000	816 210 000	801 674 000
Sécurité publique	15	1 162 101 000	1 278 240 000	1 210 525 000
Transport	16	3 229 514 000	3 266 375 000	3 047 638 000
Hygiène du milieu	17	590 594 000	619 582 000	573 251 000
Santé et bien-être	18	229 108 000	207 490 000	221 532 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	302 083 000	294 934 000	368 842 000
Loisirs et culture	20	818 206 000	889 985 000	769 368 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	544 899 000	522 319 000	493 058 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 739 092 000	7 895 135 000	7 485 888 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 356 175 000	1 697 226 000	1 530 904 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 487 146 000	11 956 242 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		13 487 146 000	11 956 242 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 184 372 000	13 487 146 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 988 723 000	1 461 943 000
Débiteurs (note 5)	2	6 142 799 000	5 681 253 000
Prêts (note 6)	3	95 245 000	117 051 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 610 119 000	3 069 046 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 937 000
	8	11 838 478 000	10 331 230 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	518 168 000	799 672 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 600 473 000	2 427 738 000
Revenus reportés (note 12)	12	1 821 723 000	729 533 000
Dette à long terme (note 13)	13	15 524 040 000	14 818 637 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	381 648 000	404 566 000
Autres passifs (note 14)	15	149 457 000	141 203 000
	16	20 995 509 000	19 321 349 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(9 157 031 000)	(8 990 119 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	23 832 041 000	22 006 922 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	174 037 000	161 760 000
Stocks de fournitures	20	130 023 000	118 995 000
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	205 302 000	189 588 000
	23	24 341 403 000	22 477 265 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	15 184 372 000	13 487 146 000
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 356 175 000	1 697 226 000	1 530 904 000
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	3 222 595 000)	2 892 207 000)	2 985 684 000)
Produit de cession	3	4 174 000	4 206 000	11 810 000
Amortissement	4	1 006 557 000	1 050 200 000	963 688 000
(Gain) perte sur cession	5	(4 174 000)	(518 000)	(8 421 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6		13 200 000	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(2 216 038 000)	(1 825 119 000)	(2 018 607 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(12 277 000)	2 919 000
Variation des stocks de fournitures	10		(11 028 000)	(751 000)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(15 714 000)	112 275 000
	13		(39 019 000)	114 443 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(859 863 000)	(166 912 000)	(373 260 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(8 990 119 000)	(8 616 859 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(8 990 119 000)	(8 616 859 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(9 157 031 000)	(8 990 119 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 697 226 000	1 530 904 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 050 200 000	963 688 000
Autres			
- Voir note 26	3	(309 710 000)	(20 323 000)
	4		
	5	2 437 716 000	2 474 269 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(461 546 000)	(438 862 000)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	81 716 000	47 741 000
Revenus reportés	9	1 101 259 000	9 604 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(22 918 000)	12 874 000
Propriétés destinées à la revente	11	(11 932 000)	2 952 000
Stocks de fournitures	12	(11 028 000)	(751 000)
Autres actifs non financiers	13	(45 796 000)	(94 806 000)
	14	3 067 471 000	2 013 021 000
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(2 519 884 000)	(2 909 152 000)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	16	4 206 000	11 810 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
Variation des dépôts pour l'achat de voitures de métro			57 335 000
Variation des autres dépôts pour l'achat de terrains et autres actifs		17 752 000	142 320 000
	19	(2 497 926 000)	(2 697 687 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(20 947 000)	(79 486 000)
Remboursement ou cession	21	12 187 000	1 979 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(602 740 000)	(794 451 000)
Cession	23	61 667 000	494 325 000
	24	(549 833 000)	(377 633 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	1 703 406 000	1 954 555 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(914 834 000)	(1 077 768 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(281 504 000)	99 976 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
-	29		
-	30		
	31	507 068 000	976 763 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	526 780 000	(85 536 000)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	1 461 943 000	1 547 479 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	1 461 943 000	1 547 479 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	1 988 723 000	1 461 943 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1^{er} janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 27 et 30.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, l'Agence de mobilité durable, le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

2. Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable et celle-ci est reflétée à l'état consolidé des résultats. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

3. Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Prêts

Les prêts octroyés par la Ville sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour perte de valeur des prêts est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

Lorsqu'un prêt est pardonné, une charge à titre de contribution à un organisme est constatée à l'état consolidé des résultats. Le cas échéant, la provision pour perte de valeur des prêts est réduite.

b) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

1. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Infrastructures	5 à 135 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 60 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport ou de donation par transfert d'un gouvernement, y compris celles acquises pour une valeur symbolique, sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'apport ou du transfert.

Les immobilisations corporelles louées sont comptabilisées au moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires ou de leur juste valeur marchande. Elles sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 \$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Les œuvres d'art et les trésors historiques acquis à ce titre ou reçus par donation ne sont pas constatés à titre d'immobilisations corporelles aux états financiers de la Ville. Leur coût d'acquisition ainsi que les frais liés à leur conservation, à leur nettoyage et à leur restauration sont passés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont réalisés.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2. Éléments incorporels

L'ensemble des éléments incorporels détenus par la Ville n'est pas constaté comme des actifs dans les états financiers.

3. Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

4. Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Importante incertitude relative à la mesure

Le passif environnemental est sujet à une incertitude relative à la mesure en raison de l'utilisation de différentes méthodologies (estimation qualitative ou quantitative) pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion, lesquels peuvent varier considérablement en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de réhabilitation et du fait que tous les sites n'ont pas fait l'objet d'une évaluation complète de l'étendue et de la nature de la réhabilitation requise. Des modifications apportées à des hypothèses, notamment à la durée des activités d'assainissement, et à la réglementation pourraient entraîner des changements importants aux passifs comptabilisés. En 2022, l'absence de données de référence pertinentes n'a pas permis de déterminer l'ampleur de cette incertitude.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux, de terrains de stationnement et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Voir la note 2 F) Avantages sociaux futurs

E) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Dans le cas d'ententes de transfert pour le remboursement de dépenses entre un gouvernement et la Ville, un revenu de transfert est enregistré pour les dépenses admissibles effectuées lorsqu'on a la preuve, à la date des états financiers, qu'une décision a été prise par le gouvernement cédant et qu'elle établit clairement que le cédant a perdu son pouvoir discrétionnaire d'éviter d'effectuer le transfert.

Lorsqu'un prêt consenti à des tiers par la Ville et rattaché à une dette à long terme envers le gouvernement du Québec est pardonné, la Ville enregistre un revenu de transfert correspondant au montant pardonné contre la remise de sa dette par le gouvernement.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

F) Avantages sociaux futurs

Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2022, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 12 ans.

La charge de ces régimes est établie de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Importante incertitude relative à la mesure

Les obligations relatives aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs peuvent varier significativement en raison des écarts entre les hypothèses économiques et démographiques retenues aux fins des évaluations actuarielles et les résultats réels.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 27.

H) Instruments financiers

Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

I) Autres éléments

a) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses utilisées par la Ville pour comptabiliser ou présenter certains éléments des états financiers consolidés reposent sur les données disponibles les plus fiables et les hypothèses les plus probables lors de l'établissement du rapport financier et font appel au jugement.

1. Estimations

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la provision pour droits de mutation non facturés, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la provision pour moins-value et l'écart d'actualisation de prêts octroyés, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs et à l'établissement de la juste valeur des placements, des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, de la dette à long terme et du bien loué en vertu de contrat de location-acquisition.

2. Incertitude relative à la mesure

Une incertitude relative à la mesure existe lorsqu'il y a un écart entre le montant constaté ou communiqué dans les états financiers consolidés et un autre montant raisonnablement possible. Il est possible qu'à la suite du processus annuel de révision des estimations et des hypothèses, les montants subissent des modifications et les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Il existe une importante incertitude relative à la mesure, à court terme, attribuable aux hypothèses utilisées pour établir la provision pour les passifs éventuels, le passif environnemental et pour le passif au titre des avantages sociaux futurs. Des informations additionnelles sur la nature et les circonstances donnant lieu à cette incertitude sont présentées dans les notes complémentaires appropriées.

b) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'investissement en immobilisations et en prêts à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;
- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;
- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;
- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;
- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;
- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;
- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;
- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

c) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

Lorsqu'un prêt consenti à des tiers par la Ville est pardonné, la Ville comptabilise la valeur de celui-ci à titre de charge de contribution.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

Importante incertitude relative à la mesure

Les passifs éventuels peuvent varier en raison des hypothèses retenues pour établir la probabilité du dénouement d'une situation existante à la date des états financiers et de celles relatives à l'estimation de la valeur du passif éventuel. Parmi les hypothèses utilisées figurent l'expérience passée, les négociations en cours, les règlements récents et les jugements rendus par les tribunaux.

Il est possible que cette provision subisse des variations importantes dans la prochaine année. Puisque la présentation d'informations pourrait entraîner des répercussions négatives sur le dénouement de ces poursuites et litiges, l'information à l'égard des montants n'est pas présentée de façon détaillée et l'ampleur des incertitudes qui y sont liées n'est pas fournie.

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

h) Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en janvier 2022 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est présentée à la note 34.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en janvier 2022 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

3. Modification de méthodes comptables

S./O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 289 691 000	1 446 956 000
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	699 032 000	14 987 000
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 988 723 000	1 461 943 000
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 988 723 000	1 461 943 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10 191 929 000	5 702 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11 455 412 000	96 107 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 4,27 % à 5,25 % (de 0,20 % à 0,77 % en 2021).

Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2022 est établi à 886,8 M\$ (787,5 M\$ en 2021). La variation de ce coût entre 2022 et 2021, sans incidence sur les flux de trésorerie, est retranchée des éléments hors caisse (crédoeurs et charges à payer / Autres passif) ainsi que des acquisitions.

Le montant des dépôts pour l'achat d'immobilisations au 31 décembre 2022 est établi à 5,9 M\$ (23,6 M\$ en 2021). La variation de ce montant entre 2022 et 2021 est retranchée des éléments hors caisse (autres actifs non financiers) et ajoutée aux activités d'investissement en immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	135 906 000	122 727 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 897 414 000	4 586 685 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	477 139 000	320 072 000
Organismes municipaux	16	84 463 000	70 878 000
Autres			
▪ Services rendus et autres	17	547 877 000	580 891 000
▪	18		
	19	6 142 799 000	5 681 253 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	3 296 794 000	3 147 465 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	3 296 794 000	3 147 465 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	148 549 000	149 013 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	19 815 000	24 999 000
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	928 199 000	852 951 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	3 533 769 000	3 382 774 000
Ministère de la Culture et des Communications	29	133 163 000	129 530 000
Autres ministères/organismes	30	282 468 000	196 431 000
	31	4 897 414 000	4 586 685 000

Note

La juste valeur des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme de s'établit à 2 874,9 M\$ (3 202,7 M\$ en 2021).

Une provision pour créances douteuses de 148,5 M\$ (149,0 M\$ en 2021) a été déduite des débiteurs. Un montant pour droits de mutation non facturés de 144,3 M\$ (131,8 M\$ en 2021) a été inclus aux débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette dont les modalités sont déterminées (en milliers de dollars)	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2022			
2023	337 978	2,98 %	10 048
2024	269 699	3,15 %	46 961
2025	218 200	2,96 %	47 696
2026	205 007	2,94 %	51 787
2027	182 953	2,97 %	57 538
1 à 5 ans	1 213 837	3,01 %	214 030
6 à 10 ans	739 544	3,08 %	275 915
11 à 15 ans	505 524	2,95 %	88 092
16 à 20 ans	259 852	2,64 %	-
	2 718 757	2,98 %	578 037
31 décembre 2021			
2022	323 392	2,91 %	2 304
2023	286 174	2,88 %	51 142
2024	217 889	2,88 %	88 197
2025	166 391	2,54 %	88 934
2026	153 198	2,50 %	93 024
1 à 5 ans	1 147 044	2,79 %	323 601
6 à 10 ans	544 509	2,40 %	481 527
11 à 15 ans	287 496	2,45 %	186 222
16 à 20 ans	176 065	2,21 %	1 001
	2 155 114	2,60 %	992 351

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32	1 700 000	3 757 000
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪ Aux PME - MTL	34	86 859 000	106 748 000
▪ Soldes prix de vente, autres	35	6 686 000	6 546 000
	36	95 245 000	117 051 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	37	7 246 000	84 457 000

Note

Le solde des prêts aux PME-MTL comprend 40,2 M\$ en prêts PAUPME (61,0 M\$ en 2021), 42,9 M\$ en prêts PME (42,1 M\$ en 2021) et 3,7 M\$ en autre prêts (3,6 M\$ en 2021).

Depuis le début du PAUPME élaboré par le MÉIÉ (auparavant le MEI), la Ville a accordé des prêts sans intérêts de 161,3 M\$ (145,5 M\$ en 2021) aux PME-MTL devant servir exclusivement à l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises admissibles, du territoire montréalais, affectées par la pandémie de la COVID-19. Le remboursement des prêts, par les PME-MTL à la Ville s'effectue dans l'année suivant l'échéance des prêts consentis aux petites et moyennes entreprises, pour le montant correspondant à la totalité des prêts remboursés et le cas échéant, des intérêts versés par ces dernières. Les prêts sont affectés au remboursement de la dette à long terme.

Les sommes octroyées à des entreprises sous le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) ou sous le volet Aide à certaines entreprises du secteur du tourisme (ACEST) ou sous le volet Aide à la relance des entreprises affectées par la pandémie (AREAP) sont éligibles, sous certaines conditions énoncées par le MÉIÉ, à un pardon de prêt. Le cas échéant, les montants pardonnés ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville et seront déduits de la dette de la Ville envers le MÉIÉ. La somme de 7,0 M\$, non prêtée par les PME-MTL dans le cadre du programme PAUPME a été remise en octobre 2022 à la Ville et remboursée au MÉIÉ en décembre 2022. En 2022, les entreprises aidées se sont vu octroyer des pardons de prêts pour la somme de 105,7 M\$ et des radiations de prêts de 1,2 M\$, pour une diminution totale de 106,9 M\$. Un montant de 7,2 M\$ (84,5 M\$ en 2021) a été déduit de la valeur des prêts du PAUPME afin de les présenter à leur valeur de recouvrement nette. La variation à la baisse de la valeur des prêts est donc de 77,2 M\$ (hausse de 55,3 M\$ en 2021).

Les prêts PME et les autres prêts octroyés aux PME-MTL, échéants en 2025, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,0 M\$ (2,9 M\$ en 2021) a été déduit de la valeur des prêts PME et un montant de 0,2 M\$ (0,3 M\$ en 2021) a été réduit de la valeur des autres prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Un prêt de 5,1 M\$ émit à un office municipal d'habitation en 2022, échéant en 2057, ne porte pas intérêt. Un montant de 3,4 M\$ a été déduit de la valeur de ce prêt afin de le présenter à la valeur nominale actualisée. Ce prêt remplace les prêts existants au 31 décembre 2021, échéants entre 2022 et 2033, qui ne portaient pas intérêt et dont un montant de 1,4 M\$ avait été déduit de leur valeur afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéants en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,7 M\$ (3,0 M\$ en 2021) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Pour ces quatre dernières catégories de prêts, aucune provision pour moins-value ou réduction de valeur n'a été comptabilisée (aucune en 2021).

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39	3 610 119 000	3 069 046 000
	40	3 610 119 000	3 069 046 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	3 451 416 000	3 011 315 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Au 31 décembre 2022, la juste valeur des placements s'établit à 3 287,0 M\$ (3 140,3 M\$ en 2021).

Les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 3 451,4 M\$ et 158,7 M\$ (3 011,3 M\$ et 57,7 M\$ en 2021).

Les obligations et débentures détenues par la Ville au montant de 3 598,4 M\$ (2 983,5 en 2021) se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités et des commissions scolaires. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 495,6 M\$ (472,4 M\$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Échéances des placements (en milliers de dollars)	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débetures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2022				
2023	11 702	202 908	214 610	2,95 %
2024	-	444 183	444 183	3,16 %
2025	-	196 212	196 212	2,85 %
2026	-	196 871	196 871	3,89 %
2027	-	334 068	334 068	3,06 %
1 à 5 ans	11 702	1 374 242	1 385 944	3,16 %
6 à 10 ans		1 019 998	1 019 998	2,87 %
11 à 15 ans		454 549	454 549	3,12 %
16 à 20 ans		669 725	669 725	3,76 %
Plus de 20 ans		79 903	79 903	4,61 %
	11 702	3 598 417	3 610 119	3,22 %
31 décembre 2021				
2022	85 530	174 622	260 152	1,71 %
2023	-	165 705	165 705	3,28 %
2024	-	443 813	443 813	3,06 %
2025	-	182 548	182 548	2,84 %
2026	-	195 656	195 656	3,92 %
1 à 5 ans	85 530	1 162 344	1 247 874	2,91 %
6 à 10 ans	-	897 318	897 318	2,57 %
11 à 15 ans	-	512 130	512 130	3,17 %
16 à 20 ans	-	348 755	348 755	3,38 %
Plus de 20 ans	-	62 969	62 969	4,87 %
	85 530	2 983 516	3 069 046	2,95 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(77 604 000)	(110 200 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(304 044 000)	(294 366 000)
	45	(381 648 000)	(404 566 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	358 119 000	388 094 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	20 721 000	18 525 000
Régimes à cotisations déterminées	48	2 259 000	1 790 000
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	2 677 000	2 598 000
	51	383 776 000	411 007 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**Régimes à prestations déterminées****A) Description des régimes**

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices allant de 2019 à 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

(en milliers de dollars)	2022		2021	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	23 543 545	-	22 804 093	-
Obligation au titre des prestations constituées	(22 975 986)	(325 538)	(22 857 443)	(314 439)
Surplus (déficit)	567 559	(325 538)	(53 350)	(314 439)
(Gains) pertes actuarielles non amorties	(643 354)	21 494	(54 268)	20 073
Passif au titre des prestations constituées	(75 795)	(304 044)	(107 618)	(294 366)
Provision pour moins-value	(1 809)	-	(2 582)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(77 604)	(304 044)	(110 200)	(294 366)

C) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

(en milliers de dollars)	2022		2021	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(2 381 977)	(325 538)	(9 249 018)	(314 439)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	2 125 472	-	8 784 824	-
Déficit	(256 505)	(325 538)	(464 194)	(314 439)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) Valeur actuarielle des actifs des régimes

(en milliers de dollars)	2022		2021	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	22 804 093	-	21 548 792	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 244 801	-	1 200 744	-
(Pertes) gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	(21 000)	-	543 192	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 223 801	-	1 743 936	-
Cotisations de l'employeur	390 714	11 043	384 033	9 711
Cotisations des employés	295 395	-	276 127	-
Prestations versées	(1 170 458)	(11 043)	(1 148 795)	(9 711)
Solde à la fin de l'exercice	23 543 545	-	22 804 093	-
Juste valeur des actifs des régimes (1)	22 309 024	-	24 056 452	-

(1) La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M\$ (303,7 M\$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

E) Obligation au titre de prestation constituées

(en milliers de dollars)	2022		2021	
	Régimes de retraite (1)	Autres régimes	Régimes de retraite (1)	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	22 857 443	314 439	21 710 959	301 944
Coût des services rendus au cours de l'exercice	551 782	9 035	518 541	7 778
Coût des services passés	-	(166)	156 427	546
Cotisations au fonds de stabilisation	62 766	-	60 464	-
Prestations versées	(1 170 458)	(11 043)	(1 148 795)	(9 711)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 242 579	8 791	1 203 245	9 188
Pertes (gains) survenus dans l'exercice sur l'obligation	(568 126)	4 482	356 602	4 694
Solde à la fin de l'exercice	22 975 986	325 538	22 857 443	314 439

(1) Au 31 décembre 2022, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 4 021,7 M\$ (2 807,5 M\$ au 31 décembre 2021) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

F) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

(en milliers de dollars)	2022		2021	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	551 782	9 035	518 541	7 778
Coût des services passés	-	(166)	156 427	546
Cotisations au fonds de statilisation	62 766	-	60 464	-
Cotisations des employés	(295 395)	-	(276 127)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	-	-	(4 870)	(546)
Amortissement des pertes actuarielles	41 961	3 055	71 891	1 559
Charge au titre des avantages de retraite	361 114	11 924	526 326	9 337
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 242 579	8 791	1 203 245	9 188
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 244 801)	-	(1 200 744)	-
Charge (revenu) d'intérêts	(2 222)	8 791	2 501	9 188
Variation de la provision pour moins-value	(773)	-	(140 733)	-
Charge totale	358 119	20 715	388 094	18 525

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

G) Principales hypothèses

	2022		2021	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,95 % à 6,24 %	2,75 % à 3,00 %	5,35 % à 5,73 %	2,75 % à 3,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,76 % à 6,10 %		5,35 % à 6,24 %	
Taux d'inflation	2,00 % à 3,00 %	2,00%	2,00 %	2,10 %
Taux de croissance des salaires	2,12 % à 2,75 %	2,20 % à 2,50 %	2,10 % à 2,75 %	2,20 % à 2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00 % à 6,50%		3,00 % à 6,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00 % à 4,50 %		3,00 % à 4,50 %
Années où le taux devrait se stabiliser		2037 et 2040		2037 et 2040

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	1 592 000	1 937 000
Autres	53		
	54	1 592 000	1 937 000

Note**10. Emprunts temporaires**

	2022		2021	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	1 423 000 000	463 300 000	312 000 000	-
Titres (1)	2 165 472 000	54 868 000	2 155 124 000	799 672 000
Total	3 588 472 000	518 168 000	2 467 124 000	799 672 000

(1) Le montant total des titres autorisés de 2 165,5 M\$ (2 155,1 M\$ en 2021) se compose de la limite autorisée de 1 000,0 M\$ à la STM (1 000,0 M\$ en 2021) et de 1 165,5 M\$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires (1 155,1 M\$ en 2021). La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Les *marges de crédit à demande* autorisées portent des taux d'intérêts variables selon les taux préférentiels des différentes institutions avec lesquelles les ententes ont été signées. Au 31 décembre 2022, le taux d'intérêts applicable à la marge de crédit utilisée est de 4,36 % (aucune utilisation en 2021).

Au 31 décembre 2022, les titres émis à court terme sont composés de 54,9 M\$ de papier commercial au taux moyen de 4,39 % (699,8 M\$ en 2021 au taux moyen de 0,27 %) et, de plus pour l'année 2021, de 99,9 M\$ de billets émis à escompte au taux de 0,25 %. Tous les titres émis viennent à échéance au cours de la prochaine année et leur taux moyen pondéré est de 4,39 % (0,27 % en 2021).

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	1 136 926 000	1 062 372 000
Salaires et avantages sociaux	56	736 727 000	676 633 000
Dépôts et retenues de garantie	57	281 270 000	266 345 000
Provision pour contestations d'évaluation	58	37 462 000	51 036 000
Autres			
▪ Int. courus sur la dette à LT	59	104 237 000	98 336 000
▪ Autres provisions	60	148 645 000	104 982 000
▪ Gouv. du Qc et entreprises (1)	61	65 477 000	56 536 000
▪ Autres (2)	62	89 729 000	111 498 000
▪	63		
	64	2 600 473 000	2 427 738 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

(1) En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2022, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 55,3 M\$ (40,4 M\$ en 2021).

(2) Les autres crédateurs sont composés des éléments suivants : amendes et pénalités 34,4 M\$ (36,8 M\$ en 2021), trop perçus 15,7 M\$ (25,2 M\$ en 2021), subvention à verser 21,0 M\$ (21,0 M\$ en 2021) et autres crédateurs 18,6 M\$ (28,5 M\$ en 2021).

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	16 288 000	16 564 000
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪ Accèslogis QC et SHQ	71	170 004 000	154 884 000
▪ Réhab terrains est MTL	72	97 961 000	97 623 000
▪ Autres	73	1 244 205 000	189 869 000
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	117 136 000	106 024 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Primes à l'émission de titres	80	103 676 000	112 701 000
▪ Fonds de dév. logement social	81	44 583 000	30 884 000
▪ Aff. deniers stationnement	82	5 835 000	
▪ Autres	83	22 035 000	20 984 000
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	1 821 723 000	729 533 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les autres revenus de transferts reportés par programme se répartissent de la façon suivante:	2022	2021
AccèsLogis Québec de la Société d'habitation du Québec	170 004 000	154 884 000
Plan pour une économie verte 2030 (MELCC)	105 128 000	-
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes (PAGTCP)	928 301 000	-
Réhabilitation de terrains contaminés dans l'Est de Montréal du MÉIÉ	97 961 000	97 623 000
Réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la ville de Montréal du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs	75 403 000	76 005 000
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec pour les infrastructures	16 209 000	36 996 000
Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) financée par la		
Société Canadienne d'hypothèques et de logement	2 961 000	22 263 000
Société d'habitation du Québec	35 472 000	-
Réflexe Montréal (MÉIÉ)	15 113 000	13 429 000
Autres	65 618 000	41 176 000
Total	1 512 170 000	442 376 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,45	11,00	2023	2045	88	15 250 414 000	14 493 123 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2030	2030	92	47 448 000	145 500 000
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,54	5,54	2061	2061	94	23 470 000	
Autres	1,75	7,25	2023	2029	95	202 708 000	180 014 000
					96	15 524 040 000	14 818 637 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	()	()
					98	15 524 040 000	14 818 637 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99	813 400 000	790 365 000	1 389 000	8 960 000	1 614 114 000
2024	100	1 012 050 000	338 875 000	1 402 000	8 795 000	1 361 122 000
2025	101	450 000 000	274 313 000	1 416 000	33 273 000	759 002 000
2026	102	944 700 000	237 258 000	1 431 000	6 937 000	1 190 326 000
2027	103	1 035 798 000	155 613 000	1 445 000	70 287 000	1 263 143 000
2028 et plus	104	8 603 801 000	594 241 000	58 749 000	121 904 000	9 378 695 000
	105	12 859 749 000	2 390 665 000	65 832 000	250 156 000	15 566 402 000
Intérêts et frais accessoires	106		()	42 362 000	()	42 362 000
	107	12 859 749 000	2 390 665 000	23 470 000	250 156 000	15 524 040 000

Note

Les obligations et emprunts bancaires comprennent la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M\$ (1 294,9 M\$ en 2021).

Les autres dettes à long terme, autres, comprennent notamment, des hypothèques immobilières au montant de 0,1 M\$ (0,9 M\$ en 2021), garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 22,0 M\$ (22,0 M\$ en 2021), un emprunt octroyé par le MÉIÉ, sans intérêt échéant le 31 mars 2030, dont la valeur nominale, nette des frais de gestion, est de 161,3 M\$ qui a servi exclusivement à l'octroi de prêts dans le cadre du PAUPME, par l'entremise des PME-MTL, aux petites et moyennes entreprises admissibles du territoire montréalais affectées par la pandémie de la COVID-19. Tel que convenu dans l'entente, la somme de 7,0 M\$ non utilisée aux fins du programme a été remboursée au MÉIÉ en décembre 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les sommes des volets AERAM, ACEST et AREAP octroyées à ces entreprises sont éligibles, sous certaines conditions, aux pardons de prêt. Le cas échéant, elles ne font pas l'objet d'un remboursement au gouvernement. Ainsi, en 2022, la somme de 105,7 M\$ fut pardonnée et déduite de l'emprunt. De plus, le MÉIÉ pourrait potentiellement radier, à terme, une portion de l'emprunt équivalente aux montants qui n'auront pas été récupérés auprès des entreprises aidées.

Obligations découlant de contrat de location-acquisition

En 2018, la Ville a signé une convention d'usufruit pour une partie d'un bâtiment sur une période de 40 ans avec quatre options de renouvellement de cinq années chacune, pour une période totale d'occupation possible de 60 ans. La Ville y prévoit l'aménagement du futur centre Sanaaq, qui comprendra une salle de spectacle et d'exposition, une bibliothèque et des espaces sociocommunautaires. Compte tenu de l'emplacement de choix de l'immeuble et des investissements importants qui y sont prévus, la Ville pourrait être amenée à renouveler le bail au-delà de l'actuelle période d'occupation. La rente annuelle payable depuis 2022 est déterminée par le produit du taux de 226,04 \$/m² par la superficie de 5 793 m² occupée dans le bâtiment. Pour les années suivantes, ce montant sera indexé selon l'IPC de l'année précédente de la grande région de Montréal. Le taux d'intérêt théorique de l'obligation est de 5,54 % et correspond au taux d'intérêt implicite du bail. Aucune option d'achat, à prix de faveur ou non, n'est prévue à la convention.

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2022	2021
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 904 330 000	4 953 130 000
De l'agglomération (1)	3 207 076 000	3 223 087 000
Fonds d'amortissement	3 641 759 000	3 012 315 000
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	3 296 794 000	3 147 465 000
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	433 880 000	421 597 000
Prêts aux PME-MTL - PAUPME	40 201 000	61 043 000
Total	15 524 040 000	14 818 637 000

(1) Ce solde inclut un montant de 7,2 M\$ (84,5 M\$ en 2021), représentant le montant des provisions pour pardons et pour créances douteuses sur les prêts accordés aux PME-MTL dans le cadre du PAUPME. Celui-ci pourrait potentiellement faire l'objet d'une radiation et serait par conséquent à la charge du gouvernement.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 294,9 M\$ (268,1 M\$ en 2021). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2022, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 348,3 M\$ (16 036,9 M\$ en 2021). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 20,9 M\$ (28,7 M\$ en 2021).

Voir informations supplémentaires sur la dette à long terme à la note 33.

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	79 663 000	77 087 000
Assainissement des sites contaminés	109	69 794 000	64 116 000
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	149 457 000	141 203 000

Note

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent au 31 décembre 2022 à 129,8 M\$ (125,8 M\$ en 2021) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,0 % (3,0 % en 2021).

La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement de ses sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2022, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 35,6 M\$ (39,5 M\$ en 2021), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation est prévue s'échelonner jusqu'en 2045, se chiffrent à 50,3 M\$ (56,4 M\$ en 2021) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,0 % (3,0 % en 2021). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 34,2 M\$ (24,6 M\$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	3 203 430 000	329 795 000		3 533 225 000
Eaux usées	116	3 466 450 000	189 560 000	278 278 000	3 377 732 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	4 797 810 000	519 754 000	125 761 000	5 191 803 000
Autres					
▪ Réseau du métro	118	4 035 956 000	373 455 000		4 409 411 000
▪ Autres	119	3 806 283 000	346 993 000	14 765 000	4 138 511 000
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 735 038 000	695 610 000	9 351 000	6 421 297 000
Améliorations locatives	122	191 611 000	18 150 000	8 536 000	201 225 000
Véhicules	123	4 812 437 000	183 956 000	17 253 000	4 979 140 000
Ameublement et équipement de bureau	124	946 242 000	118 286 000	71 489 000	993 039 000
Machinerie, outillage et équipement divers	125	603 242 000	30 976 000	12 745 000	621 473 000
Terrains	126	1 693 066 000	71 515 000	91 000	1 764 490 000
Autres	127	23 783 000	14 157 000		37 940 000
	128	33 315 348 000	2 892 207 000	538 269 000	35 669 286 000
Immobilisations en cours	129				
	130	33 315 348 000	2 892 207 000	538 269 000	35 669 286 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	822 932 000	47 914 000		870 846 000
Eaux usées	132	1 675 502 000	44 373 000	278 278 000	1 441 597 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	1 787 670 000	230 727 000	122 853 000	1 895 544 000
Autres					
▪ Réseau du métro	134	1 195 992 000	119 391 000		1 315 383 000
▪ Autres	135	1 432 537 000	135 471 000	10 421 000	1 557 587 000
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	2 010 323 000	89 480 000	2 424 000	2 097 379 000
Améliorations locatives	138	110 265 000	19 485 000	91 000	129 659 000
Véhicules	139	1 582 304 000	197 374 000	20 182 000	1 759 496 000
Ameublement et équipement de bureau	140	439 673 000	140 643 000	74 465 000	505 851 000
Machinerie, outillage et équipement divers	141	251 228 000	25 342 000	12 667 000	263 903 000
Autres	142				
	143	11 308 426 000	1 050 200 000	521 381 000	11 837 245 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	22 006 922 000			23 832 041 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145		23 696 000		23 696 000
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				23 696 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

En 2022, le ministère des Transports et de la mobilité durable du Québec (MTMDQ) a transféré à la Ville, dans le cadre du projet de reconstruction des échangeurs Turcot, Angrignon, De La Vérendrye et Montréal-Ouest, et de certains tronçons adjacents des autoroutes 15, 20 et 720, certaines infrastructures de voirie ou ouvrages municipaux, pour une valeur de 249,4 M\$ sans contrepartie monétaire.

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 2 436,7 M\$ au 31 décembre 2022 (2 346,5 M\$ en 2021). Il comprend une immobilisation détenue en vertu d'un contrat de location-acquisition au montant de 23,7 M\$ (aucune en 2021). En 2022, la mise en service de l'immobilisation n'étant pas encore effective, celle-ci n'a pas fait l'objet d'un amortissement.

Le poste autres infrastructures autres comprend les infrastructures suivantes; Conduits souterrains 1 443 M\$, réseau d'éclairage 346 M\$, parcs 1 841 M\$, décharges de déchets 29 M\$, terrains de stationnement 21 M\$, décharges de neige 113 M\$, centre de traitement des matières résiduelles 242 M\$ et infrastructures régionales de la STM 104 M\$ (en 2021, Conduits souterrains 1 363 M\$, réseau d'éclairage 319 M\$, parcs 1 684 M\$, décharges de déchets 29 M\$, terrains de stationnement 21 M\$, décharges de neige 114 M\$, centre de traitement des matières résiduelles 175 M\$ et infrastructures régionales de la STM 101 M\$).

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	175 629 000	163 697 000
	151	175 629 000	163 697 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	1 592 000	1 937 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	174 037 000	161 760 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Dépôts: terrains et autres	165	5 865 000	23 617 000
▪ Frais d'émission et d'escompte	166	124 825 000	92 751 000
▪	167		
Autres			
▪ Salaires et CS payées d'avance	168	35 715 000	38 447 000
▪ Autres frais payés d'avance	169	38 897 000	34 773 000
	170	205 302 000	189 588 000

Note

19. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 076,6 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2023	2024	2025	2026	2027	2028-2067	Total
900,5 M\$	542,7 M\$	380,5 M\$	270,1 M\$	215,6 M\$	767,2 M\$	3 076,6 M\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les engagements à l'égard des activités d'investissement en immobilisations et en prêts se chiffrent à 2 636,2 M\$, dont 7,5 M\$ pour l'achat de voitures de métro.

20. Droits contractuels

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 261,5 M\$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 357,9 M\$ et des services rendus de 903,6 M\$ associés à la location de locaux et à des prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2023 (1)	2024	2025	2026	2027	2028-2068	Total
336,9 M\$	181,7 M\$	87,2 M\$	77,9 M\$	63,3 M\$	514,5 M\$	1 261,5 M\$

(1) Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 143,0 M\$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 142,8 M\$ et de services rendus de 0,2 M\$ associés à d'autres services rendus et à des baux.

Les droits contractuels liés aux activités d'investissement en immobilisations et en prêts se chiffrent à 1 204,3 M\$ dont 6,2 M\$ pour l'achat de voitures de métro.

21. Passifs éventuels

.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quote-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 263,2 M\$ (220,3 M\$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 250,0 M\$. Au 31 décembre 2022, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 72,8 M\$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 16,8 M\$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel lié aux prêts cautionnés est de 56,0 M\$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

La Ville a conclu des ententes avec divers partenaires pour le financement des travaux à effectuer sur les immeubles du portefeuille immobilier résidentiel. Conformément à ces ententes, la Ville a signé une convention de crédit, une convention d'exploitation, un acte d'hypothèque immobilière et un acte d'hypothèque mobilière avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Fonds national de co-investissement pour le logement pour la rénovation de 4 768 unités de logements. Le montant de la garantie est de 69,0 M\$ plus une hypothèque additionnelle de 20 %, pour un total de 83,0 M\$.

B) Auto-assurance

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 38,1 M\$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

C) Poursuites

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 3 131,7 M\$.

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M\$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective intentée par une citoyenne et autorisée par la Cour supérieure le 26 janvier 2021. Cette action collective concerne toutes les personnes physiques, associations et personnes morales ayant utilisé, depuis le 15 juin 2015, un stationnement contrôlé par un parcomètre appartenant à la Ville ou dont elle a l'usage, la gestion ou la possession et dont le paiement du coût d'utilisation doit être effectué à une borne de péage ou par le biais d'une application mobile et qui n'ont pu cumuler leur temps lors d'un paiement subséquent ou qui n'ont pu bénéficier du temps restant d'un utilisateur précédent. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

D) Autres

a) Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement était donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Les parties peuvent demander une autorisation d'appel auprès du registraire de la Cour suprême du Canada. À la date de finalisation des états financiers, les intentions des parties ne sont pas déterminables. De plus, le volet réparation n'ayant pas été arrêté par la Cour supérieure du Québec, les modalités qui en découleront, voire les modifications législatives qui pourraient être requises pour y donner suite, sont inconnues.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de celles-ci et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

b) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

22. Actifs éventuels

A) Réduction de l'emprunt du Gouvernement du Québec

Dans le cadre du PAUPME, le solde du prêt consenti par le Gouvernement du Québec au 31 décembre 2022 est de 47,4 M\$. Ce montant a servi exclusivement à l'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises admissibles du territoire montréalais affectées par la pandémie de la COVID-19. Selon les modalités du prêt, les sommes octroyées à ces entreprises sous la forme de pardons de prêts ne font pas l'objet d'un remboursement au gouvernement. Le gouvernement pourrait également radier, à terme, une portion du prêt équivalente aux montants qui n'auront pu être récupérés des entreprises aidées. Au 31 décembre 2022, un montant de 7,2 M\$ a été déduit de la valeur des prêts consentis par la Ville dans le cadre de ce programme. La Ville estime probable que ce montant de 7,2 M\$ ne fasse pas l'objet d'un remboursement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) Poursuites intentées en justice

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S./O.

24. Données budgétaires

S./O.

25. Instruments financiers

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville a des contrats de swaps avec des institutions financières dont les dates d'échéances se situent entre décembre 2023 et décembre 2025 afin de se prémunir, en partie, des variations de prix du carburant.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2022, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, tous les emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme et des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

	2022		2021	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	3 286 904 000	3 610 119 000	3 140 289 000	3 069 046 000
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 874 876 000	3 296 794 000	3 202 743 000	3 147 465 000
Dette à long terme	14 348 339 000	15 524 040 000	16 036 886 000	14 818 637 000

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2022, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 20,9 M\$ (28,7 M\$ en 2021). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Renseignement complémentaires à l'état consolidé des flux de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	<i>Notes</i>	2022	2021
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Activités fonctionnement			
Amortissement des primes à l'émission de titres (1)		(9 069 000)	(10 315 000)
Amortissement des frais d'émission de titres (2)		12 330 000	8 456 000
Autres gains		-	(10 235 000)
		3 261 000	(12 094 000)
Activités d'investissement en immobilisations			
Transfert en immobilisations (3)	15	(249 354 000)	(56 003 000)
Acquisition d'immobilisations par contrat de location-acquisition (4)	15	23 696 000	-
Perte (gain) sur cession /radiation d'immobilisations		12 682 000	(8 421 000)
		(212 976 000)	(64 424 000)
Activités de placements			
Contribution à un autre organisme (5)	6	106 865 000	-
Provision pour perte de valeur des prêts	6	(77 211 000)	55 258 000
Actualisation des prêts		912 000	937 000
		30 566 000	56 195 000
Activités de financement			
Transfert pour pardons et radiations de prêts (5)	13	(106 865 000)	-
Location-acquisition (4)		(23 696 000)	-
		(130 561 000)	-
		(309 710 000)	(20 323 000)

(1) En 2022, un montant de 9,1 M\$ (10,3 M\$ en 2021) pour amortissement de primes à l'émission de titre est sans effet sur les flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(2) En 2022, un montant de 12,3 M\$ (8,5 M\$ en 2021) pour amortissement de frais d'escompte à l'émission de titre est sans effet sur les flux de trésorerie.

(3) La Ville a reçu des transferts d'immobilisations du gouvernement du Québec de 249,4 M\$ (56,0 M\$ en 2021). La valeur de ces transferts, sans effet sur les flux de trésorerie, est retranchée des acquisitions d'immobilisations.

(4) Un montant de 23,7 M\$ (aucun en 2021) consécutif à des obligations découlant de contrat de location-acquisition n'est pas considéré dans les émissions de la dette à long terme puisqu'il est sans effet sur les flux de trésorerie. Ce montant a également été retranché des acquisitions d'immobilisations.

(5) En 2022, tel que prévu par le Programme d'aide aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) élaboré par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MÉIÉ), la Ville a accordé des pardons et des radiations de prêts aux PME-MTL pour un montant de 106,9 M\$. En conséquence, elle a enregistré une charge de contribution à d'autres organismes, réduit sa provision pour perte de valeur des prêts et constaté un revenu de transfert en réduction de sa dette envers le MÉIÉ. Ces opérations sont sans effets sur les flux de trésorerie.

27. Excédent accumulé à des fins fiscales

	2022	2021
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	86 728 000	102 432 000
Excédent des activités de fonctionnement affecté	857 072 000	695 656 000
Réserves financières et fonds réservés	603 240 000	821 873 000
Déficit des activités d'investissement en immobilisations et en prêts	(1 203 235 000)	(1 155 924 000)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 395 758 000)	(1 451 703 000)
Investissement net dans les immobilisations	16 236 325 000	14 474 812 000
Total	15 184 372 000	13 487 146 000

Pour plus de détails voir le formulaire S-23.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment aux dépenses liées à la tenue d'élections, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'investissement en immobilisations et en prêts

Le déficit des activités d'investissement en immobilisations et en prêts correspond à la différence entre, d'une part, le cumul du coût des immobilisations et des émissions de prêts et, d'autre part, le total des sources de financement.

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du montant lié aux prêts consentis dans le cadre du PAUPME, ce solde net est viré, par affectations, à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- l'application des mesures d'allègements liées aux régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025) et aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi (affectations sur la base de résolutions spécifiques associées à la valeur du passif);
- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées venues à échéance en 2022;
- l'application des mesures d'allègements liées à la pandémie de COVID-19 permise pendant la période allant de 2021 à 2026, applicable aux régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période s'échelonnant jusqu'en 2030);
- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations, sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);
- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) venue à échéance en 2022;
- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045);
- l'application de la directive sur le traitement comptable et fiscal des prêts consentis dans le cadre du PAUPME. Cet élément des charges constatées à taxer ou à pourvoir ne fait pas l'objet d'affectations. Il est crédité lors de l'émission des prêts puis débité lors du remboursement ou du pardon des prêts et de l'enregistrement d'une provision pour moins-value.

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

28. Revenus de transferts

	2022	2021
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	70 973 000	48 074 000
Gouvernement du Québec	618 894 000	475 828 000
Communauté métropolitaine de Montréal	37 983 000	38 774 000
	727 850 000	562 676 000
Transferts - activités d'investissement en immobilisations et en prêts		
Gouvernement du Canada		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	179 268 000	227 606 000
Programme de transferts Canada - Québec	54 320 000	16 964 000
Autres	2 333 000	699 000
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	557 954 000	413 607 000
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	265 878 000	370 577 000
Programme d'aide gouvernementale aux infrastructures de transport collectif (PAGITC)	10 609 000	274 452 000
Programme d'aide financière du fonds de l'infrastructure de transport en commun (PAFFITC)	-	24 451 000
Programmes de transfert Canada - Québec	59 234 000	18 748 000
Programmes de transfert Québec - Municipalité	127 309 000	22 221 000
Autres (1)	252 059 000	56 278 000
Autres		
Communauté métropolitaine de Montréal	583 000	375 000
Autres	5 332 000	18 862 000
	1 514 879 000	1 444 840 000
Total des revenus de transferts	2 242 729 000	2 007 516 000

(1) En 2022, comprend un transfert de 249,4 M\$ en immobilisations en provenance du MTMDQ (56,0 M\$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

29. Revenus d'intérêts

	2022	2021
Placements du fonds d'amortissement	78 257 000	81 390 000
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	52 071 000	14 302 000
	130 328 000	95 692 000
Arriérés de taxes	17 169 000	14 814 000
Total des revenus d'intérêts	147 497 000	110 506 000

30. Remboursement de la dette et chiffres de l'exercice précédent

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts non couverts par des tiers.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

31. Informations relatives aux apparentés

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2022, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

32. Organisation et gouvernance de transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1^{er} juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière.

Au 31 décembre 2022, certaines cessions d'actifs n'ont pas encore été réalisées. Il est prévu que la STM transfère des terminus à l'ARTM, et l'ARTM transférera à la STM des stationnements incitatifs et des terminus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

33. Informations supplémentaires sur la dette à long terme

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit:

(en milliers de dollars)	2022				
Années	Obligations et autres dettes en dollars canadiens	Contrat de location-acquisition	Total en dollars canadiens	Montant à refinancer	Montant net en dollars canadiens
2023	1 612 725	1 389	1 614 114	579 812	1 034 302
2024	1 359 720	1 402	1 361 122	203 102	1 158 020
2025	757 586	1 416	759 002	207 402	551 600
2026	1 188 895	1 431	1 190 326	283 418	906 908
2027	1 261 698	1 445	1 263 143	362 662	900 481
1 à 5 ans	6 180 624	7 083	6 187 707	1 636 396	4 551 311
6 à 10 ans	4 474 243	7 444	4 481 687	1 420 209	3 061 478
11 à 15 ans	1 582 121	7 824	1 589 945	53 811	1 536 134
16 à 20 ans	2 209 852	8 223	2 218 075	213 945	2 004 130
21 à 25 ans	1 053 730	8 642	1 062 372	-	1 062 372
2048 et plus	-	26 616	26 616	-	26 616
	15 500 570	65 832	15 566 402	3 324 361	12 242 041
Intérêts	-	(42 362)	(42 362)	-	(42 362)
TOTAL	15 500 570	23 470	15 524 040	3 324 361	12 199 679

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(en milliers de dollars)	2021				
Années	Obligations et autres dettes en dollars canadiens	Contrat de location-acquisition	Total en dollars canadiens	Montant à refinancer	Montant net en dollars canadiens
2022	907 469	-	907 469	460 912	446 557
2023	1 544 062	-	1 544 062	579 812	964 250
2024	1 236 705	-	1 236 705	203 102	1 033 603
2025	688 214	-	688 214	207 402	480 812
2026	1 119 155	-	1 119 155	288 318	830 837
1 à 5 ans	5 495 605	-	5 495 605	1 739 546	3 756 059
6 à 10 ans	4 508 530	-	4 508 530	1 471 203	3 037 327
11 à 15 ans	1 934 707	-	1 934 707	134 255	1 800 452
16 à 20 ans	1 826 065	-	1 826 065	261 480	1 564 585
21 à 25 ans	1 053 730	-	1 053 730	-	1 053 730
2048 et plus	-	-	-	-	-
TOTAL	14 818 637	-	14 818 637	3 606 484	11 212 153

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.	2022	2021
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,38 %	3,32 %
6 à 10 ans	2,66 %	2,54 %
11 à 15 ans	3,44 %	3,73 %
16 à 20 ans	3,32 %	3,09 %
21 à 25 ans	6,00 %	6,00 %
2048 et plus	5,54 %	-
Moyenne pondérée	3,35 %	3,30 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

34. Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats

(en milliers de dollars)	Budget déposés				2022
	Administration municipale	Organismes contrôlés (1)	Ajustements (2)	Éliminations (3)	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 799 500	-	-	(26 422)	3 773 078
Compensations tenant lieu de taxes	265 091	-	-	-	265 091
Quotes-parts	484 350	-	-	-	484 350
Transferts	460 961	1 005 056	422 300	(52 599)	1 835 718
Services rendus	382 482	1 669 735	-	(122 905)	1 929 312
Imposition de droits	351 928	-	-	-	351 928
Amendes et pénalités	218 687	-	-	-	218 687
Intérêts	165 828	10 990	-	(52 223)	124 595
Autres revenus	24 505	83 203	4 800	-	112 508
	6 153 332	2 768 984	427 100	(254 149)	9 095 267
Charges					
Administration générale	865 865	-	8 743	(12 021)	862 587
Sécurité publique	1 145 207	-	17 408	(514)	1 162 101
Transport	1 192 741	1 858 230	308 234	(129 691)	3 229 514
Hygiène du milieu	480 997	-	110 169	(572)	590 594
Santé et bien-être	183 175	64 322	932	(19 321)	229 108
Aménagement, urbanisme et développement	275 572	6 516	21 354	(1 359)	302 083
Loisirs et culture	651 641	53 592	151 421	(38 448)	818 206
Frais de financement	428 707	168 415	-	(52 223)	544 899
	5 223 905	2 151 075	618 261	(254 149)	7 739 092
Excédent avant financement et affectations	929 427	617 909	(191 161)	-	1 356 175

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

34. Conciliation des budgets déposés et du budget consolidé présenté à l'état consolidé des résultats (Suite)

(en milliers de dollars)	Budget déposés (suite)				2022
	Administration	Organismes			Budget
	municipale	contrôlés (1)	Ajustements (2)	Éliminations (3)	consolidé
Excédent avant financement et affectations	929 427	617 909	(191 161)	-	1 356 175
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16 623	-	(16 623)	-	-
Remboursement de la dette à long terme	(85 342)	-	85 342	-	-
	(68 719)	-	68 719	-	-
Affectations					
Excédent accumulé					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	(99 299)	-	99 299	-	-
Réserves financières et fonds réservés	(223 740)	-	223 740	-	-
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	20 860	-	(20 860)	-	-
Investissement net dans les immobilisations	(558 529)	-	558 529	-	-
	(860 708)	-	860 708	-	-
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	617 909	738 266	-	1 356 175

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(1) Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 388,3 M\$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport pour 376,1 M\$ et santé et bien-être, pour 12,2 M\$.

(2) Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'investissement en immobilisations et en prêts de 427,1 M\$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 618,3 M\$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

(3) En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 693 223 000	3 799 500 000	3 809 305 000			3 781 873 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	285 843 000	265 091 000	264 411 000			264 411 000
Quotes-parts	3	438 753 000	484 350 000	487 409 000			487 409 000
Transferts	4	493 005 000	460 961 000	631 572 000		152 038 000	727 850 000
Services rendus	5	338 520 000	382 482 000	376 747 000		1 644 520 000	1 907 474 000
Imposition de droits	6	440 279 000	351 928 000	462 847 000			462 847 000
Amendes et pénalités	7	160 426 000	218 687 000	169 707 000			169 707 000
Revenus de placements de portefeuille	8	85 514 000	105 078 000	131 586 000		(1 258 000)	130 328 000
Autres revenus d'intérêts	9	61 826 000	60 750 000	66 831 000			17 169 000
Autres revenus	10	36 651 000	24 505 000	24 225 000		49 210 000	73 435 000
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 034 040 000	6 153 332 000	6 424 640 000		1 844 510 000	8 022 503 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	448 586 000	422 300 000	753 502 000		761 377 000	1 514 879 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 468 000	4 800 000	21 132 000			21 132 000
Autres	18	15 746 000		12 082 000		21 765 000	33 847 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	471 800 000	427 100 000	786 716 000		783 142 000	1 569 858 000
	22	6 505 840 000	6 580 432 000	7 211 356 000		2 627 652 000	9 592 361 000
Charges							
Administration générale	23	802 244 000	865 865 000	818 185 000	9 903 000		816 210 000
Sécurité publique	24	1 194 496 000	1 145 207 000	1 256 636 000	22 103 000		1 278 240 000
Transport	25	1 145 311 000	1 192 741 000	1 221 636 000	318 976 000	1 850 984 000	3 266 375 000
Hygiène du milieu	26	469 715 000	480 997 000	504 193 000	115 944 000		619 582 000
Santé et bien-être	27	183 651 000	183 175 000	167 883 000	1 021 000	56 903 000	207 490 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	344 853 000	275 572 000	279 080 000	21 583 000	6 931 000	294 934 000
Loisirs et culture	29	621 346 000	651 641 000	701 510 000	156 434 000	69 917 000	889 985 000
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	406 616 000	428 707 000	417 120 000		154 861 000	522 319 000
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	587 205 000	618 261 000	645 964 000	(645 964 000)		
	34	5 755 437 000	5 842 166 000	6 012 207 000		2 139 596 000	7 895 135 000
Excédent (déficit) de l'exercice	35	750 403 000	738 266 000	1 199 149 000		488 056 000	1 697 226 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	750 403 000	738 266 000	1 199 149 000	1 697 226 000
Moins : revenus d'investissement	2 (	471 800 000)	427 100 000)	786 716 000)	1 569 858 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	278 603 000	311 166 000	412 433 000	(295 086 000)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	587 205 000	618 261 000	645 964 000	404 236 000
Produit de cession	5	11 115 000	4 174 000	3 595 000	611 000
(Gain) perte sur cession	6	(8 627 000)	(4 174 000)	13 098 000	(416 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	589 693 000	618 261 000	662 657 000	404 431 000
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12			6 998 000	6 998 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	55 258 000		29 654 000	29 654 000
	15	55 258 000		36 652 000	36 652 000
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	132 433 000	16 623 000	53 155 000	8 219 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	459 505 000)	85 342 000)	211 310 000)	66 954 000)
	18	(327 072 000)	(68 719 000)	(158 155 000)	(58 735 000)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	2 727 000)	)	20 251 000)	29 485 000)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				
Excédent de fonctionnement affecté	21	267 985 000		178 180 000	178 180 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(478 734 000)		(235 304 000)	(1 451 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	58 694 000	89 847 000	6 404 000	(543 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(148 627 000)		(538 821 000)	(26 773 000)
	25	(303 409 000)	89 847 000	(609 792 000)	(58 252 000)
	26	14 470 000	639 389 000	(68 638 000)	287 444 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	293 073 000	950 555 000	343 795 000	(7 642 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021		Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	471 800 000	786 716 000	783 142 000	1 569 858 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(133 855 000)	(146 395 000)	()	(146 395 000)
Sécurité publique	3	(35 497 000)	(59 067 000)	()	(59 067 000)
Transport	4	(382 733 000)	(642 081 000)	(946 302 000)	(1 588 383 000)
Hygiène du milieu	5	(533 212 000)	(598 007 000)	()	(598 007 000)
Santé et bien-être	6	(9 003 000)	(6 059 000)	(50 405 000)	(56 464 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(85 921 000)	(87 931 000)	(27 000)	(87 958 000)
Loisirs et culture	8	(340 606 000)	(355 933 000)	()	(355 933 000)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()	()
	11	(1 520 827 000)	(1 895 473 000)	(996 734 000)	(2 892 207 000)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	(78 386 000)	(15 812 000)	()	(15 812 000)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	967 435 000	626 596 000	137 049 000	763 645 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 727 000	20 251 000	29 485 000	49 736 000
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	21 123 000	18 082 000		18 082 000
Réserves financières et fonds réservés	18	134 770 000	333 454 000	125 933 000	459 387 000
	19	158 620 000	371 787 000	155 418 000	527 205 000
	20	(473 158 000)	(912 902 000)	(704 267 000)	(1 617 169 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 358 000)	(126 186 000)	78 875 000	(47 311 000)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 147 470 000	857 755 000	1 130 968 000	1 988 723 000
Débiteurs (note 5)	2	3 739 811 000	4 154 575 000	3 662 960 000	6 142 799 000
Prêts (note 6)	3	116 076 000	94 325 000	920 000	95 245 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 720 843 000	3 254 122 000	355 997 000	3 610 119 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000		1 592 000
	8	7 725 792 000	8 362 369 000	5 150 845 000	11 838 478 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	99 938 000		518 168 000	518 168 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 843 801 000	2 025 527 000	628 128 000	2 600 473 000
Revenus reportés (note 12)	12	655 082 000	815 168 000	1 016 576 000	1 821 723 000
Dettes à long terme (note 13)	13	11 600 273 000	12 107 346 000	5 038 248 000	15 524 040 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	214 218 000	172 874 000	208 774 000	381 648 000
Autres passifs (note 14)	15	132 555 000	137 624 000	11 833 000	149 457 000
	16	14 545 867 000	15 258 539 000	7 421 727 000	20 995 509 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 820 075 000)	(6 896 170 000)	(2 270 882 000)	(9 157 031 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 707 053 000	14 939 869 000	8 892 172 000	23 832 041 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	161 760 000	174 037 000		174 037 000
Stocks de fournitures	20	50 247 000	51 327 000	78 696 000	130 023 000
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	118 763 000	147 834 000	57 468 000	205 302 000
	23	14 037 823 000	15 313 067 000	9 028 336 000	24 341 403 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	102 432 000	76 707 000		86 728 000
Excédent de fonctionnement affecté	25	644 187 000	813 245 000	43 827 000	857 072 000
Réserves financières et fonds réservés	26	649 148 000	554 997 000	48 243 000	603 240 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 372 462 000 ) (	1 298 639 000 ) (	116 224 000 ) (	1 395 758 000)
Financement des investissements en cours	28	(523 211 000)	(649 397 000)	(553 838 000)	(1 203 235 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	7 717 654 000	8 919 984 000	7 335 446 000	16 236 325 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	7 217 748 000	8 416 897 000	6 757 454 000	15 184 372 000
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 979 465 000	2 114 515 000	2 927 851 000	2 813 883 000
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	613 668 000	604 819 000	873 540 000	858 751 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 025 682 000	1 053 885 000	1 394 183 000	1 214 466 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	325 651 000	320 010 000	385 925 000	377 546 000
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	26 827 000	28 628 000	107 180 000	99 327 000
D'autres tiers	12	72 929 000	67 689 000	18 027 000	19 369 000
Autres frais de financement	13	3 300 000	793 000	11 187 000	(3 184 000)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	690 463 000	691 877 000	691 877 000	665 335 000
Transferts	15				
Autres	16	53 637 000	55 472 000		
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	344 748 000	436 201 000	439 738 000	388 723 000
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	618 261 000	645 964 000	1 050 200 000	963 688 000
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Créances douteuses	21	87 535 000	(15 628 000)	(14 639 000)	14 626 000
Prov. pour moins-value prêts	22		(77 211 000)	(77 211 000)	55 258 000
Perte cession/ radiation + aut	23		85 193 000	87 277 000	18 100 000
	24	5 842 166 000	6 012 207 000	7 895 135 000	7 485 888 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	86 728 000	102 432 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	857 072 000	695 656 000
Réserves financières et fonds réservés	3	603 240 000	821 873 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 395 758 000)	(1 451 703 000)
Financement des investissements en cours	5	(1 203 235 000)	(1 155 924 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	16 236 325 000	14 474 812 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 184 372 000	13 487 146 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	76 707 000	102 432 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	10 021 000	
	11	86 728 000	102 432 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affect. À l'exercice suivant	12	20 300 000	
▪ Exc.affect.-Arrondissements	13	300 306 000	263 621 000
▪ Exc.affect.-Projets spécifi.	14	437 149 000	324 764 000
▪ Exc.affect.-Autres fins	15	55 490 000	55 802 000
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	813 245 000	644 187 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Exc.affect.-Autres fins	22	43 827 000	51 469 000
▪	23		
▪	24		
	25	43 827 000	51 469 000
	26	857 072 000	695 656 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Gestion de la voirie	27 12 696 000	15 603 000
▪ Gestion de l'eau	28 17 117 000	19 369 000
▪ Immobilisations	29 517 572 000	603 982 000
▪	30	
▪	31	
	32 547 385 000	638 954 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 2 822 000	3 536 000
Organismes contrôlés et partenariats	38 7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 706 000	706 000
Organismes contrôlés et partenariats	42 10 124 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 4 000 000	
Autres		
▪ Immobilisations	46 31 119 000	159 668 000
▪ Autres	47 84 000	5 952 000
	48 55 855 000	182 919 000
	49 603 240 000	821 873 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (6 117 000)(	6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (181 541 000)(	185 436 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ( ) (	14 100 000)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 (77 089 000)(	58 600 000)
Autres	54 ((11 936 000))(	(49 764 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 () ()
	56 (252 811 000)(	214 489 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 () ()
Assainissement des sites contaminés	58 (30 400 000)(	32 000 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 () ()
Autres		
▪	60 () ()
▪	61 () ()
	62 (283 211 000)(	246 489 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) (	2 340 000)
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 () ()
Utilisation du fonds de roulement	66 () ()
Autres		
▪	67 () ()
▪	68 () ()
	69 ( ) (	2 340 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 () ()
Mesure relative à la COVID-19	71 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (20 700 000)(	17 796 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 () ()
Autres		
▪ Activités de fonc. financées	74 (1 436 965 000)(	1 547 128 000)
▪ Activités de fonc. à financer	75 (184 147 000)(	155 435 000)
	76 (1 641 812 000)(	1 720 359 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77 20 700 000	17 796 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78 419 602 000	374 153 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80 40 203 000	61 043 000
Autres		
▪ Débiteurs sur les dép. de fonc	81 48 760 000	64 493 000
	82 529 265 000	517 485 000
	83 (1 395 758 000)(	1 451 703 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 5 599 442 000	3 920 677 000
Investissements à financer	85 (6 802 677 000)(	5 076 601 000)
	86 (1 203 235 000)	(1 155 924 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 23 832 041 000	22 006 922 000
Propriétés destinées à la revente	88 175 629 000	163 697 000
Prêts	89 95 245 000	117 051 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 24 102 915 000	22 287 670 000
Ajustements aux éléments d'actif	93 (270 874 000)	(280 748 000)
	94 23 832 041 000	22 006 922 000
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (15 524 040 000)(	14 818 637 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 6 938 553 000	6 159 780 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 989 303 000	1 126 278 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 468 000	469 000
	100 (7 595 716 000)(	7 532 110 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ()	()
	102 (7 595 716 000)(	7 532 110 000)
	103 16 236 325 000	14 474 812 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	12
Régimes supplémentaires de retraite	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (110 200 000)	(106 140 000)
Charge de l'exercice	4 (358 119 000)(	388 094 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 390 715 000	384 034 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (77 604 000)	(110 200 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 23 543 545 000	22 804 093 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (22 975 986 000)(	22 857 443 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 567 559 000	(53 350 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (643 354 000)	(54 268 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (75 795 000)	(107 618 000)
Provision pour moins-value	12 (1 809 000)(	2 582 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (77 604 000)	(110 200 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 18	22
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 2 125 472 000	8 784 824 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (2 381 977 000)(	9 249 018 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (256 505 000)(	464 194 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 614 548 000	579 005 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	156 427 000
	20 614 548 000	735 432 000
Cotisations salariales des employés	21 (295 395 000)(	276 127 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 319 153 000	459 305 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 41 961 000	71 891 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(4 870 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28 (773 000)	(140 733 000)
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 360 341 000	385 593 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 242 579 000	1 203 245 000
Rendement espéré des actifs	33 (1 244 801 000)(	1 200 744 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (2 222 000)	2 501 000
Charge de l'exercice	35 358 119 000	388 094 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 223 801 000	1 743 936 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 244 801 000)	(1 200 744 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (21 000 000)	543 192 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 568 126 000	(356 602 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 170 458 000	1 148 795 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 22 309 024 000	24 056 452 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 156 805 000	142 811 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 477 276 000	518 668 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 544 450 000	2 288 888 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,08 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,95 %	5,64 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,49 %	2,49 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,73 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2022		2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(294 366 000)		(285 552 000)
Charge de l'exercice	56	(20 721 000)(		18 525 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	11 043 000		9 711 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(304 044 000)		(294 366 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(325 538 000)(		314 439 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(325 538 000)		(314 439 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	21 494 000		20 073 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(304 044 000)		(294 366 000)
Provision pour moins-value	64	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(304 044 000)		(294 366 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs				
Nombre de régimes et avantages en cause	66			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(325 538 000)(		314 439 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(325 538 000)(		314 439 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 9 035 000	7 778 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 (166 000)	546 000
	72 8 869 000	8 324 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 8 869 000	8 324 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 3 055 000	1 559 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(546 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪ Ajust. retrait éval. Avantages	81 6 000	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 11 930 000	9 337 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 8 791 000	9 188 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 8 791 000	9 188 000
Charge de l'exercice	87 20 721 000	18 525 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (4 482 000)	(4 694 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 11 043 000	9 711 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,81 %	2,81 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,27 %	2,28 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,10 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,36 %	5,35 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,61 %	3,62 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	2 259 000	1 790 000
	112	2 259 000	1 790 000

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	105	105
Description du régime			
		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	429 969	399 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	1 459 000	1 341 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	1 218 000	1 257 000
	123	2 677 000	2 598 000

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées		
		municipale	Réalisations	Réalisations	
TAXES		Réalisations	2022	Réalisations	
		2022	2022	2021	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
	Taxe foncière générale	1	2 906 920 000	2 879 488 000	2 878 450 000
Taxes spéciales					
	Service de la dette	2			
	Activités de fonctionnement	3	11 605 000	11 605 000	11 307 000
	Activités d'investissement	4			
	Réserve financière pour le service de l'eau	5	400 672 000	400 672 000	387 254 000
	Réserve financière pour le service de la voirie	6	19 409 000	19 409 000	19 224 000
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
	Service de la dette	7	198 178 000	198 178 000	105 892 000
	Activités de fonctionnement	8	169 189 000	169 189 000	160 921 000
	Activités d'investissement	9			
	Autres	10	2 033 000	2 033 000	2 055 000
		11	3 708 006 000	3 680 574 000	3 565 103 000
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
	Eau	12	12 618 000	12 618 000	11 888 000
	Égout	13			
	Traitement des eaux usées	14			
	Matières résiduelles	15			19 000
	Autres				
	▪ Taxe immatriculation	16	36 554 000	36 554 000	37 194 000
	▪ Autres	17	578 000	578 000	575 000
	▪	18			
	Centres d'urgence 9-1-1	19	13 593 000	13 593 000	13 565 000
	Service de la dette	20	4 497 000	4 497 000	4 680 000
	Pouvoir général de taxation	21	18 830 000	18 830 000	19 284 000
	Activités de fonctionnement	22			
	Activités d'investissement	23			
		24	86 670 000	86 670 000	87 205 000
Taxes d'affaires					
	Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
	Autres	26	14 629 000	14 629 000	14 478 000
		27	14 629 000	14 629 000	14 478 000
		28	101 299 000	101 299 000	101 683 000
		29	3 809 305 000	3 781 873 000	3 666 786 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	33 842 000	33 842 000	36 693 000
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	69 568 000	69 568 000	78 042 000
Cégeps et universités	34	54 581 000	54 581 000	62 624 000
Écoles primaires et secondaires	35	42 262 000	42 262 000	49 422 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36	1 673 000	1 673 000	1 863 000
	37	201 926 000	201 926 000	228 644 000
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	37 071 000	37 071 000	34 247 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	4 364 000	4 364 000	4 013 000
Taxes d'affaires	40	2 154 000	2 154 000	2 088 000
	41	43 589 000	43 589 000	40 348 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	16 877 000	16 877 000	14 838 000
	44	16 877 000	16 877 000	14 838 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46	2 019 000	2 019 000	2 013 000
	47	2 019 000	2 019 000	2 013 000
	48	264 411 000	264 411 000	285 843 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	25 460 000	25 460 000	33 611 000
Sécurité publique				
Police	50	56 096 000	56 096 000	19 429 000
Sécurité incendie	51	9 079 000	9 079 000	8 725 000
Sécurité civile	52	22 515 000	22 515 000	185 000
Autres	53	116 000	116 000	117 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	1 853 000	1 853 000	1 658 000
Enlèvement de la neige	55	645 000	645 000	648 000
Autres	56	5 241 000	7 341 000	9 069 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	1 564 000	85 202 000	69 156 000
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	131 000	131 000	206 000
Réseau de distribution de l'eau potable	65	59 000	59 000	59 000
Traitement des eaux usées	66	6 546 000	6 546 000	9 262 000
Réseaux d'égout	67	6 902 000	6 902 000	5 490 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	17 433 000	17 433 000	17 463 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	120 000	120 000	121 000
Tri et conditionnement	70	2 828 000	2 828 000	52 000
Autres	71			
Autres	72	84 000	84 000	100 000
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	122 000	122 000	136 000
Autres	75	326 000	326 000	223 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76	61 702 000	61 702 000	87 921 000
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	21 233 000	21 233 000	20 887 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	(3 000)	(3 000)	60 000
Rénovation urbaine	80	1 156 000	1 156 000	1 279 000
Promotion et développement économique	81	172 352 000	172 352 000	80 460 000
Autres	82	82 000	82 000	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	12 567 000	23 107 000	993 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	5 594 000	5 594 000	6 353 000
Autres	85	7 436 000	7 436 000	7 147 000
Réseau d'électricité	86			
	87	439 239 000	535 517 000	380 810 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	75 000	75 000	26 000
Sécurité publique				
Police	89	361 000	361 000	5 000
Sécurité incendie	90	42 000	42 000	
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	286 044 000	286 044 000	2 163 000
Enlèvement de la neige	94	374 000	374 000	549 000
Autres	94	13 775 000	13 775 000	27 481 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96		761 377 000	999 050 000
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102	19 000	19 000	(1 000)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	24 992 000	24 992 000	(268 000)
Réseau de distribution de l'eau potable	104	134 742 000	134 742 000	212 333 000
Traitement des eaux usées	105	39 735 000	39 735 000	12 081 000
Réseaux d'égout	106	59 265 000	59 265 000	166 193 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			1 035 000
Autres	110	99 301 000	99 301 000	
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			8 000
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115	5 473 000	5 473 000	7 226 000
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119	1 472 000	1 472 000	1 768 000
Promotion et développement économique	120			
Autres	121	2 966 000	2 966 000	669 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	71 696 000	71 696 000	3 142 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	123	11 635 000	11 635 000	11 089 000
Autres	124	1 535 000	1 535 000	291 000
Réseau d'électricité	125			
	126	753 502 000	1 514 879 000	1 444 840 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	127		
	Péréquation	128		
	Neutralité	129		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	130		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	27 921 000	29 785 000
	Fonds de développement des territoires	132		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	23 170 000	14 204 000
	Dotation spéciale de fonctionnement	135		
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136		
	Autres	137	141 242 000	137 877 000
		138	192 333 000	181 866 000
	TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 385 074 000	2 007 516 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale		
		Données consolidées		
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2022	2022	2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	140		
	Évaluation	141		
	Autres	142	8 867 000	8 867 000
		143	8 867 000	8 867 000
Sécurité publique				
	Police	144		
	Sécurité incendie	145		
	Sécurité civile	146		
	Autres	147		
		148		
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	149		
	Enlèvement de la neige	150		
	Autres	151		
	Transport collectif	152	1 505 100 000	1 460 126 000
	Autres	153		
		154	1 505 100 000	1 460 126 000
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	77 000	77 000
	Réseau de distribution de l'eau potable	156		261 000
	Traitement des eaux usées	157		
	Réseaux d'égout	158		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	159		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	160		
	Tri et conditionnement	161		
	Autres	162		
	Autres	163		
	Cours d'eau	164		
	Protection de l'environnement	165		
	Autres	166		
		167	77 000	77 000
				261 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	8 944 000	1 514 044 000	1 460 387 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	182	228 000	228 000	204 000
Évaluation	183	238 000	238 000	73 000
Autres	184	19 514 000	19 514 000	33 291 000
	185	19 980 000	19 980 000	33 568 000
Sécurité publique				
Police	186	40 357 000	22 549 000	24 401 000
Sécurité incendie	187	1 604 000	1 604 000	233 000
Sécurité civile	188			
Autres	189	103 000	103 000	115 000
	190	42 064 000	24 256 000	24 749 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	3 478 000	3 478 000	3 572 000
Enlèvement de la neige	192	1 363 000	1 363 000	1 125 000
Autres	193	104 901 000	78 849 000	21 055 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			4 000
Autres	198	23 918 000	26 162 000	13 891 000
	199	133 660 000	109 852 000	39 647 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201	1 038 000	1 038 000	1 435 000
Réseaux d'égout	202	4 267 000	4 267 000	3 982 000
	203	219 000	219 000	124 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	23 000	23 000	75 000
Matières recyclables	205	196 000	196 000	508 000
Autres	206	819 000	819 000	772 000
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	713 000	713 000	713 000
Autres	209	1 000	1 000	1 000
	210	7 276 000	7 276 000	7 610 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211	179 000	48 298 000	61 061 000
Sécurité du revenu	212	11 619 000	11 619 000	13 200 000
Autres	213	117 000	117 000	127 000
	214	11 915 000	60 034 000	74 388 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	46 221 000	46 221 000	51 840 000
Rénovation urbaine	216	86 000	86 000	99 000
Promotion et développement économique	217	2 657 000	2 657 000	2 740 000
Autres	218	55 322 000	58 528 000	65 436 000
	219	104 286 000	107 492 000	120 115 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	16 037 000	31 522 000	18 298 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	550 000	550 000	296 000
Autres	222	32 035 000	32 468 000	15 124 000
	223	48 622 000	64 540 000	33 718 000
Réseau d'électricité	224			
	225	367 803 000	393 430 000	333 795 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	376 747 000	1 907 474 000	1 794 182 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	51 995 000	51 995 000	56 814 000
Droits de mutation immobilière	228	410 852 000	410 852 000	383 466 000
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			(1 000)
	231	462 847 000	462 847 000	440 279 000
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	169 707 000	169 707 000	160 426 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233	131 586 000	130 328 000	95 692 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	66 831 000	17 169 000	14 814 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			8 627 000
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	(49 000)	(49 000)	5 754 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239	21 132 000	21 132 000	7 468 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240		21 765 000	19 184 000
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	36 356 000	85 566 000	71 468 000
	245	57 439 000	128 414 000	112 501 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	65 510 000	261 000	65 771 000	65 602 000	61 632 000
Greffe et application de la loi	2	90 009 000	1 890 000	91 899 000	92 288 000	107 753 000
Gestion financière et administrative	3	331 373 000	2 205 000	333 578 000	333 171 000	307 068 000
Évaluation	4	17 991 000	74 000	18 065 000	18 252 000	17 267 000
Gestion du personnel	5	75 760 000	105 000	75 865 000	75 865 000	72 719 000
Autres						
▪ Autres	6	237 542 000	5 368 000	242 910 000	231 032 000	235 235 000
▪	7					
	8	818 185 000	9 903 000	828 088 000	816 210 000	801 674 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	825 308 000	9 613 000	834 921 000	834 921 000	770 288 000
Sécurité incendie	10	391 463 000	12 373 000	403 836 000	403 836 000	382 252 000
Sécurité civile	11	20 750 000	117 000	20 867 000	20 867 000	40 333 000
Autres	12	19 115 000		19 115 000	18 616 000	17 652 000
	13	1 256 636 000	22 103 000	1 278 739 000	1 278 240 000	1 210 525 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	158 343 000	284 098 000	442 441 000	442 441 000	433 948 000
Enlèvement de la neige	15	208 767 000	7 070 000	215 837 000	215 837 000	177 200 000
Éclairage des rues	16	27 956 000	21 932 000	49 888 000	49 888 000	49 999 000
Circulation et stationnement	17	113 944 000	978 000	114 922 000	159 043 000	133 693 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	649 013 000		649 013 000	2 303 814 000	2 176 125 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	63 613 000	4 898 000	68 511 000	95 352 000	76 673 000
	22	1 221 636 000	318 976 000	1 540 612 000	3 266 375 000	3 047 638 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	57 094 000	15 917 000	73 011 000	70 184 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	108 881 000	41 325 000	150 206 000	145 904 000
Traitement des eaux usées	25	72 976 000	22 913 000	95 889 000	88 729 000
Réseaux d'égout	26	42 633 000	29 810 000	72 443 000	67 792 000
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	56 323 000	4 134 000	60 457 000	55 207 000
Élimination	28	34 111 000		34 111 000	33 991 000
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	37 843 000	304 000	38 147 000	36 951 000
Tri et conditionnement	30	11 111 000		11 111 000	4 576 000
Matières organiques					
Collecte et transport	31	15 335 000		15 335 000	13 977 000
Traitement	32	10 014 000		10 014 000	10 507 000
Matériaux secs	33	24 733 000	645 000	25 378 000	24 968 000
Autres	34	4 031 000	165 000	4 196 000	3 877 000
Plan de gestion					
Autres	36	3 067 000		3 067 000	2 478 000
Cours d'eau					
Protection de l'environnement					
Autres	39	5 152 000		5 152 000	(4 467 000)
	40	504 193 000	115 944 000	620 137 000	573 251 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	97 188 000	1 021 000	98 209 000	160 530 000
Sécurité du revenu	42	10 856 000		10 856 000	12 277 000
Autres	43	59 839 000		59 839 000	48 725 000
	44	167 883 000	1 021 000	168 904 000	221 532 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	81 588 000	4 679 000	86 267 000	89 275 000	82 898 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 972 000		2 972 000	2 972 000	1 944 000
Autres biens	47	40 450 000	90 000	40 540 000	40 540 000	42 321 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	118 848 000	207 000	119 055 000	119 055 000	161 527 000
Tourisme	49	2 273 000		2 273 000	2 273 000	941 000
Autres	50	289 000		289 000	289 000	425 000
Autres	51	32 660 000	16 607 000	49 267 000	40 530 000	78 786 000
	52	279 080 000	21 583 000	300 663 000	294 934 000	368 842 000
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	69 852 000	8 234 000	78 086 000	78 086 000	69 131 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	41 430 000	10 000 000	51 430 000	51 430 000	44 724 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	36 453 000	6 484 000	42 937 000	42 937 000	39 588 000
Parcs et terrains de jeux	56	237 679 000	112 700 000	350 379 000	350 379 000	318 768 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	76 000		76 000	76 000	65 000
Autres	59	15 198 000	798 000	15 996 000	63 504 000	34 050 000
	60	400 688 000	138 216 000	538 904 000	586 412 000	506 326 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	21 712 000	2 898 000	24 610 000	24 610 000	21 970 000
Bibliothèques	62	103 272 000	5 380 000	108 652 000	108 652 000	105 192 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	95 012 000	5 764 000	100 776 000	100 776 000	87 799 000
Autres ressources du patrimoine	64	1 000		1 000	1 000	43 000
Autres	65	80 825 000	4 176 000	85 001 000	69 534 000	48 038 000
	66	300 822 000	18 218 000	319 040 000	303 573 000	263 042 000
	67	701 510 000	156 434 000	857 944 000	889 985 000	769 368 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	412 189 000		412 189 000	556 656 000	543 414 000
Autres frais	70	4 138 000		4 138 000	(45 524 000)	(47 172 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	793 000		793 000	11 187 000	(3 184 000)
	73	417 120 000		417 120 000	522 319 000	493 058 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	645 964 000 (	645 964 000)			

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	50 620 000	50 147 000	50 759 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 781 062 000	2 781 839 000	2 506 481 000
Transferts	4	229 933 000	347 865 000	236 085 000
Services rendus	5	64 349 000	58 313 000	57 371 000
Imposition de droits	6	237 000	576 000	161 000
Amendes et pénalités	7	109 562 000	89 088 000	81 188 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 408 000	42 579 000	23 833 000
Autres revenus d'intérêts	9	48 520 000	49 708 000	47 016 000
Autres revenus	10	6 936 000	8 871 000	10 231 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	3 327 627 000	3 428 986 000	3 013 125 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	227 200 000	389 762 000	157 615 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		13 037 000	1 491 000
Autres	18		357 000	2 838 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	227 200 000	403 156 000	161 944 000
	22	3 554 827 000	3 832 142 000	3 175 069 000
Charges				
Administration générale	23	332 011 000	306 605 000	324 407 000
Sécurité publique	24	1 136 610 000	1 247 548 000	1 184 786 000
Transport	25	670 216 000	671 927 000	654 639 000
Hygiène du milieu	26	245 332 000	256 055 000	234 526 000
Santé et bien-être	27	122 801 000	101 062 000	123 490 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	106 526 000	118 528 000	173 066 000
Loisirs et culture	29	136 292 000	128 386 000	128 165 000
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	146 499 000	137 466 000	137 746 000
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	2 896 287 000	2 967 577 000	2 960 825 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	658 540 000	864 565 000	214 244 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	658 540 000	864 565 000	214 244 000
Moins : revenus d'investissement	2 (	227 200 000)(	403 156 000)(	161 944 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	431 340 000	461 409 000	52 300 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		6 998 000	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		29 654 000	55 258 000
	15		36 652 000	55 258 000
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	16 623 000	42 077 000	110 158 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	25 392 000)(	151 027 000)(	185 991 000)
	18	(8 769 000)	(108 950 000)	(75 833 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(7 037 000))(	(1 832 000))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			1 704 000
Réserves financières et fonds réservés	22		(118 625 000)	(189 257 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	75 965 000	44 158 000	70 177 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24		(143 182 000)	17 232 000
	25	75 965 000	(210 612 000)	(98 312 000)
	26	67 196 000	(282 910 000)	(118 887 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	498 536 000	178 499 000	(66 587 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	403 156 000	161 944 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	47 806 000)(	58 714 000)
Sécurité publique	3 (	58 920 000)(	35 320 000)
Transport	4 (	126 795 000)(	16 489 000)
Hygiène du milieu	5 (	362 560 000)(	371 378 000)
Santé et bien-être	6 (	5 777 000)(	7 652 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 087 000)(	2 794 000)
Loisirs et culture	8 (	61 838 000)(	39 862 000)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	666 783 000)(	532 209 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	15 812 000)(	78 386 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	215 194 000	315 986 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	(7 037 000)	(1 832 000)
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	287 477 000	102 634 000
	19	280 440 000	100 802 000
	20	(186 961 000)	(193 807 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	216 195 000	(31 863 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	994 264 000	1 076 522 000	1 025 817 000
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	296 156 000	297 895 000	303 399 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	295 834 000	310 239 000	294 757 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	79 921 000	74 838 000	74 992 000
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	12 011 000	12 734 000	15 662 000
D'autres tiers	12	53 893 000	49 661 000	46 966 000
Autres frais de financement	13	674 000	233 000	126 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	659 403 000	661 026 000	634 281 000
Transferts	15			
Autres	16	36 645 000	36 644 000	38 023 000
Autres organismes				
Transferts	17		106 865 000	
Autres	18	211 869 000	176 619 000	223 860 000
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21	255 617 000	241 512 000	247 684 000
Prov. pour moins-value prêts	22		(77 211 000)	55 258 000
	23			
	24	2 896 287 000	2 967 577 000	2 960 825 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(120 659 000)	(299 157 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 006 000	5 006 000
Réserves financières et fonds réservés	3	195 685 000	364 538 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(162 948 000)	(194 078 000)
Financement des investissements en cours	5	(27 830 000)	(244 025 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Exc. aff.-Projets spécifiques	9	5 006 000	5 006 000
▪	10		
▪	11		
▪	12		
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
	18	5 006 000	5 006 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
▪ Gestion de la voirie	19	2 457 000	2 889 000
▪ Gestion de l'eau	20	4 050 000	6 270 000
▪ Immobilisations	21	188 472 000	354 673 000
▪	22		
▪	23		
	24	194 979 000	363 832 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	30		
Autres			
▪	31		
▪	32		
	33	706 000	706 000
	34	195 685 000	364 538 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (4 634 000)	(5 803 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	(7 155 000)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (59 068 000)	(42 499 000)
Autres	39 ((22 227 000))	((59 613 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 (41 475 000)	((4 156 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 ()	()
Assainissement des sites contaminés	43 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45 ()	()
▪	46 ()	()
	47 (41 475 000)	((4 156 000))
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	(1 340 000)
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	50 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	51 ()	()
Autres		
▪	52 ()	()
▪	53 ()	()
	54 ()	(1 340 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	55 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	56 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	57 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	58 ()	()
Autres		
▪ Charges de fonc. financées	59 (98 554 000)	(216 649 000)
▪ Charges de fonc. à financer	60 (63 809 000)	(41 852 000)
	61 (162 363 000)	(258 501 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	62	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	63	556 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	64	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	65	40 203 000
Autres		
▪ Débiteurs	66	131 000
	67	40 890 000
	68	162 948 000
	(	194 078 000)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	69	2 149 795 000
Investissements à financer	70	2 177 625 000
	71	(27 830 000)
	(	244 025 000)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES	Réalizations	
	2022	2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪ Taxe immatriculation	16	36 554 000
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	13 593 000
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	50 147 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	50 147 000
	29	50 147 000
		50 759 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations	
	2022	2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	
Compensations pour les terres publiques	32	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	33	
Cégeps et universités	34	
Écoles primaires et secondaires	35	
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36	
	37	
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	38	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	39	
Taxes d'affaires	40	
	41	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	42	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	43	
	44	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45	
Autres	46	
	47	
	48	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS	Réalizations		
	2022	2021	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	49	9 108 000	12 030 000
Sécurité publique			
Police	50	56 096 000	19 429 000
Sécurité incendie	51	8 800 000	8 445 000
Sécurité civile	52	22 515 000	185 000
Autres	53		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	54	180 000	279 000
Enlèvement de la neige	55		
Autres	56	1 615 000	3 333 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	57	1 498 000	1 917 000
Transport adapté	58		
Transport scolaire	59		
Autres	60		
Transport aérien	61		
Transport par eau	62		
Autres	63		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		74 000
Réseau de distribution de l'eau potable	65		
Traitement des eaux usées	66	6 368 000	9 053 000
Réseaux d'égout	67		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	68		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	69		
Tri et conditionnement	70		
Autres	71		
Autres	72		
Cours d'eau	73		
Protection de l'environnement	74		122 000
Autres	75	143 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2022	2021	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	76	61 702 000	87 921 000
Sécurité du revenu	77		
Autres	78	16 201 000	16 757 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80	313 000	356 000
Promotion et développement économique	81	145 983 000	50 559 000
Autres	82		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83		
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		146 000
Autres	85	339 000	59 000
Réseau d'électricité	86		
	87	330 861 000	210 665 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	18 000
Sécurité publique		
Police	89	361 000
Sécurité incendie	90	42 000
Sécurité civile	91	
Autres	92	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	93	86 378 000
Enlèvement de la neige	94	(312 000)
Autres	95	13 688 000
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	96	
Transport adapté	97	
Transport scolaire	98	
Autres	99	
Transport aérien	100	
Transport par eau	101	
Autres	102	15 000
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	24 992 000
Réseau de distribution de l'eau potable	104	65 333 000
Traitement des eaux usées	105	12 081 000
Réseaux d'égout	106	71 217 000
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	107	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	108	
Tri et conditionnement	109	1 035 000
Autres	110	99 301 000
Autres	111	
Cours d'eau	112	
Protection de l'environnement	113	
Autres	114	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	115	5 473 000
Sécurité du revenu	116	7 226 000
Autres	117	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	118	
Rénovation urbaine	119	796 000
Promotion et développement économique	120	694 000
Autres	121	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	122	65 601 000
Activités culturelles		434 000
Bibliothèques	123	
Autres	124	
Réseau d'électricité	125	
	126	389 762 000
		157 615 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2022	2021
TRANSFERTS DE DROIT		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127	
Péréquation	128	
Neutralité	129	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	
Fonds de développement des territoires	132	3 870 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	
Dotation spéciale de fonctionnement	135	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	
Autres	137	15 552 000
	138	17 004 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	737 627 000
		393 700 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalisations	
	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Grefe et application de la loi	140	
Évaluation	141	
Autres	142	
	143	
Sécurité publique		
Police	144	
Sécurité incendie	145	
Sécurité civile	146	
Autres	147	
	148	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	149	
Enlèvement de la neige	150	
Autres	151	
Transport collectif	152	
Autres	153	
	154	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	77 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156	261 000
Traitement des eaux usées	157	
Réseaux d'égout	158	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	159	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	160	
Tri et conditionnement	161	
Autres	162	
Autres	163	
Cours d'eau	164	
Protection de l'environnement	165	
Autres	166	
	167	
	77 000	261 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations	
	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	168	
Autres	169	
	170	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	171	
Rénovation urbaine	172	
Promotion et développement économique	173	
Autres	174	
	175	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	176	
Activités culturelles		
Bibliothèques	177	
Autres	178	
	179	
Réseau d'électricité		
	180	
	181	
	77 000	261 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2022	2021	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	182	44 000	90 000
Évaluation	183	237 000	71 000
Autres	184	1 090 000	1 528 000
	185	1 371 000	1 689 000
Sécurité publique			
Police	186	41 128 000	42 619 000
Sécurité incendie	187	1 604 000	233 000
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190	42 732 000	42 852 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	19 000	26 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198	4 945 000	3 940 000
	199	4 964 000	3 966 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	200		
Traitement des eaux usées	201	123 000	191 000
Réseaux d'égout	202	4 267 000	3 982 000
	203		(99 000)
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204	2 000	58 000
Matières recyclables	205		
Autres	206	805 000	755 000
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208	701 000	702 000
Autres	209		
	210	5 898 000	5 589 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	211	179 000
Sécurité du revenu	212	
Autres	213	
	214	179 000
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	215	397 000
Rénovation urbaine	216	
Promotion et développement économique	217	1 000
Autres	218	
	219	398 000
Loisirs et culture		
Activités récréatives	220	1 927 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	221	
Autres	222	767 000
	223	2 694 000
Réseau d'électricité	224	
	225	58 236 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	58 313 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	576 000	161 000
Droits de mutation immobilière	228		
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230		
	231	576 000	161 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	89 088 000	81 188 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233	42 579 000	23 833 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	49 708 000	47 016 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	275 000	1 824 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	13 037 000	1 491 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	8 953 000	11 245 000
	245	22 265 000	14 560 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	1 019 000	648 000
Greffe et application de la loi	2	51 922 000	50 635 000
Gestion financière et administrative	3	8 230 000	7 466 000
Évaluation	4	17 991 000	17 187 000
Gestion du personnel	5		800 000
Autres			
▪ Autres	6	227 443 000	247 671 000
▪	7		
	8	306 605 000	324 407 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	824 709 000	762 123 000
Sécurité incendie	10	391 529 000	372 917 000
Sécurité civile	11	20 429 000	39 555 000
Autres	12	10 881 000	10 191 000
	13	1 247 548 000	1 184 786 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 246 000	6 437 000
Enlèvement de la neige	15	3 271 000	2 807 000
Éclairage des rues	16	166 000	196 000
Circulation et stationnement	17	105 000	137 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	648 958 000	622 644 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	18 181 000	22 418 000
	22	671 927 000	654 639 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	57 094 000	56 029 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	29 849 000	27 407 000
Traitement des eaux usées	25	72 976 000	66 301 000
Réseaux d'égout	26	10 764 000	9 128 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27		
Élimination	28	33 723 000	33 652 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29		
Tri et conditionnement	30	11 111 000	4 576 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	141 000	135 000
Traitement	32	9 887 000	10 358 000
Matériaux secs	33	18 463 000	18 461 000
Autres	34	1 132 000	1 143 000
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	10 915 000	7 336 000
Autres	39		
	40	256 055 000	234 526 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	77 974 000	103 478 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	23 088 000	20 012 000
	44	101 062 000	123 490 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 347 000	3 329 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 683 000	1 654 000
Autres biens	47	5 026 000	6 837 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	74 070 000	103 642 000
Tourisme	49	2 260 000	930 000
Autres	50		
Autres	51	31 142 000	56 674 000
	52	118 528 000	173 066 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	434 000	414 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	116 000	119 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	45 000	47 000
Parcs et terrains de jeux	56	37 502 000	34 713 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	3 664 000	2 565 000
	60	41 761 000	37 858 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	12 680 000	12 523 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	51 437 000	55 605 000
Autres ressources du patrimoine	64		7 000
Autres	65	22 508 000	22 172 000
	66	86 625 000	90 307 000
	67	128 386 000	128 165 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	135 775 000	137 159 000
Autres frais	70	1 458 000	461 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	233 000	126 000
	73	137 466 000	137 746 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	74		

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 748 880 000	3 759 158 000	3 642 464 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	265 091 000	264 411 000	285 843 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	231 028 000	283 707 000	256 920 000
Services rendus	5	319 764 000	320 659 000	283 360 000
Imposition de droits	6	351 691 000	462 271 000	440 118 000
Amendes et pénalités	7	109 125 000	80 619 000	79 238 000
Revenus de placements de portefeuille	8	68 670 000	89 007 000	61 681 000
Autres revenus d'intérêts	9	12 230 000	17 123 000	14 810 000
Autres revenus	10	17 569 000	15 354 000	26 420 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	5 124 048 000	5 292 309 000	5 090 854 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	195 100 000	363 740 000	290 971 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	4 800 000	8 095 000	5 977 000
Autres	18		11 725 000	12 908 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	199 900 000	383 560 000	309 856 000
	22	5 323 948 000	5 675 869 000	5 400 710 000
Charges				
Administration générale	23	901 801 000	879 488 000	804 787 000
Sécurité publique	24	937 360 000	938 039 000	823 119 000
Transport	25	1 070 112 000	1 097 570 000	973 639 000
Hygiène du milieu	26	516 021 000	526 430 000	502 535 000
Santé et bien-être	27	72 124 000	78 570 000	67 756 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	218 523 000	210 006 000	241 093 000
Loisirs et culture	29	627 812 000	685 564 000	595 547 000
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	282 208 000	279 654 000	268 870 000
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	4 625 961 000	4 695 321 000	4 277 346 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	697 987 000	980 548 000	1 123 364 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	697 987 000	980 548 000	1 123 364 000
Moins : revenus d'investissement	2 (	199 900 000)(	383 560 000)(	309 856 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	498 087 000	596 988 000	813 508 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		16 693 000	2 488 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		16 693 000	2 488 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		11 078 000	22 275 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	59 950 000)(	60 283 000)(	273 017 000)
	18	(59 950 000)	(49 205 000)	(250 742 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	27 288 000)(	4 559 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	111 977 000	178 180 000	266 281 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(122 801 000)	(116 679 000)	(289 477 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(31 435 000)	(37 754 000)	(11 979 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	(395 878 000)	(395 639 000)	(165 860 000)
	25	(438 137 000)	(399 180 000)	(205 594 000)
	26	(498 087 000)	(431 692 000)	(453 848 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		165 296 000	359 660 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	383 560 000	309 856 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	98 589 000)(	75 141 000)
Sécurité publique	3 (	147 000)(	177 000)
Transport	4 (	515 286 000)(	366 244 000)
Hygiène du milieu	5 (	235 447 000)(	161 834 000)
Santé et bien-être	6 (	282 000)(	1 351 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	84 844 000)(	83 127 000)
Loisirs et culture	8 (	294 095 000)(	300 744 000)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	1 228 690 000)(	988 618 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	411 402 000	651 449 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	27 288 000	4 559 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	18 082 000	21 123 000
Réserves financières et fonds réservés	18	45 977 000	32 136 000
	19	91 347 000	57 818 000
	20	(725 941 000)	(279 351 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(342 381 000)	30 505 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	985 201 000	1 037 993 000	982 717 000
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	317 512 000	306 924 000	298 970 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	731 479 000	745 871 000	681 825 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	245 730 000	245 172 000	238 805 000
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	14 816 000	15 894 000	16 183 000
D'autres tiers	12	19 036 000	18 028 000	19 415 000
Autres frais de financement	13	2 626 000	560 000	(5 533 000)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 327 772 000	2 325 281 000	2 098 782 000
Transferts	15			
Autres	16	16 992 000	19 421 000	9 737 000
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	132 879 000	152 124 000	151 245 000
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21	(168 082 000)	(185 045 000)	(214 800 000)
Perte cession / radiation immo	22		13 098 000	
	23			
	24	4 625 961 000	4 695 321 000	4 277 346 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	197 366 000	401 589 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	808 239 000	639 181 000
Réserves financières et fonds réservés	3	359 312 000	284 610 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 135 691 000)	(1 178 384 000)
Financement des investissements en cours	5	(621 567 000)	(279 186 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Affect. À l'exercice suivant	9	20 300 000	
▪ Exc.affect.-Arrondissements	10	300 306 000	263 621 000
▪ Exc.affect.-Projets spécifique	11	432 143 000	319 758 000
▪ Exc.affect.-Autres fins	12	55 490 000	55 802 000
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
	18	808 239 000	639 181 000

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Gestion de la voirie	19	10 239 000	12 714 000
▪ Gestion de l'eau	20	13 067 000	13 099 000
▪ Immobilisations	21	329 100 000	249 309 000
▪	22		
▪	23		
	24	352 406 000	275 122 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	2 822 000	3 536 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27		
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	30	4 000 000	
Autres			
▪ Autres	31	84 000	142 000
▪ Unités de stationnement	32		5 810 000
	33	6 906 000	9 488 000
	34	359 312 000	284 610 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (84 001 000)	(86 727 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	(6 945 000)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (18 021 000)	(16 101 000)
Autres	39 (10 291 000)	(9 849 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 (112 313 000)	(119 622 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 ()	()
Assainissement des sites contaminés	43 (30 400 000)	(32 000 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45 ()	()
▪	46 ()	()
	47 (142 713 000)	(151 622 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	(1 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	50 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	51 ()	()
Autres		
▪	52 ()	()
▪	53 ()	()
	54 ()	(1 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	55 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	56 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	57 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	58 ()	()
Autres		
▪ Charges de fonc. financées	59 (1 340 486 000)	(1 357 043 000)
▪ Charges de fonc. à financer	60 (111 092 000)	(100 013 000)
	61 (1 451 578 000)	(1 457 056 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	62	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	63	419 046 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	64	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	65	
Autres		
▪ Débiteurs sur les dép. de fonc	66	39 554 000
	67	458 600 000
	68	(1 135 691 000)
		(1 178 384 000)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	69	3 449 647 000
Investissements à financer	70	(4 071 214 000)
	71	(621 567 000)
		(279 186 000)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES	Réalizations		
	2022	2021	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 906 920 000	2 904 887 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	11 605 000	11 307 000
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5	400 672 000	387 254 000
Réserve financière pour le service de la voirie	6	19 409 000	19 224 000
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	198 178 000	105 892 000
Activités de fonctionnement	8	169 189 000	160 921 000
Activités d'investissement	9		
Autres	10	2 033 000	2 055 000
	11	3 708 006 000	3 591 540 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	12 618 000	11 888 000
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15		19 000
Autres			
▪ Autres	16	578 000	575 000
▪	17		
▪	18		
Centres d'urgence 9-1-1	19		
Service de la dette	20	4 497 000	4 680 000
Pouvoir général de taxation	21	18 830 000	19 284 000
Activités de fonctionnement	22		
Activités d'investissement	23		
	24	36 523 000	36 446 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	25		
Autres	26	14 629 000	14 478 000
	27	14 629 000	14 478 000
	28	51 152 000	50 924 000
	29	3 759 158 000	3 642 464 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations	
	2022	2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	33 842 000
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	
Compensations pour les terres publiques	32	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	33	69 568 000
Cégeps et universités	34	54 581 000
Écoles primaires et secondaires	35	42 262 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36	1 673 000
	37	201 926 000
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	38	37 071 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	39	4 364 000
Taxes d'affaires	40	2 154 000
	41	43 589 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	42	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	43	16 877 000
	44	16 877 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45	
Autres	46	2 019 000
	47	2 019 000
	48	264 411 000
		285 843 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	49	16 352 000	21 581 000
Sécurité publique			
Police	50		
Sécurité incendie	51	279 000	280 000
Sécurité civile	52		
Autres	53	116 000	117 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	54	1 673 000	1 379 000
Enlèvement de la neige	55	645 000	648 000
Autres	56	3 626 000	3 236 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	57	66 000	68 000
Transport adapté	58		
Transport scolaire	59		
Autres	60		
Transport aérien	61		
Transport par eau	62		
Autres	63		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	131 000	132 000
Réseau de distribution de l'eau potable	65	59 000	59 000
Traitement des eaux usées	66	178 000	209 000
Réseaux d'égout	67	6 902 000	5 490 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	68	17 433 000	17 463 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	69	120 000	121 000
Tri et conditionnement	70	2 828 000	52 000
Autres	71		
Autres	72	84 000	100 000
Cours d'eau	73		
Protection de l'environnement	74	122 000	14 000
Autres	75	183 000	223 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
	5 032 000	4 130 000
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
	(3 000)	60 000
	843 000	923 000
	26 369 000	29 901 000
	82 000	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
	12 567 000	993 000
	5 594 000	6 207 000
	7 097 000	7 088 000
Réseau d'électricité		
	86	
	87	
	108 378 000	100 474 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2022	2021	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	57 000	26 000
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93	199 666 000	2 475 000
Enlèvement de la neige	94	374 000	549 000
Autres	95	87 000	27 311 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		2 796 000
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102	4 000	(1 000)
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		
Réseau de distribution de l'eau potable	104	98 921 000	147 000 000
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106	41 724 000	94 976 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		8 000
Autres	114		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	115	
Sécurité du revenu	116	
Autres	117	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	118	
Rénovation urbaine	119	676 000
Promotion et développement économique	120	
Autres	121	2 966 000
Loisirs et culture		
Activités récréatives	122	6 095 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	123	11 635 000
Autres	124	1 535 000
Réseau d'électricité	125	
	126	363 740 000
		290 971 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2022	2021
TRANSFERTS DE DROIT		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127	
Péréquation	128	
Neutralité	129	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	24 051 000
Fonds de développement des territoires	132	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	23 170 000
Dotations spéciales de fonctionnement	135	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	
Autres	137	128 108 000
	138	175 329 000
TOTAL DES TRANSFERTS	139	647 447 000
		547 891 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalisations	
	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffe et application de la loi	140	8 867 000
Évaluation	141	
Autres	142	
	143	8 867 000
Sécurité publique		
Police	144	
Sécurité incendie	145	
Sécurité civile	146	
Autres	147	
	148	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	149	
Enlèvement de la neige	150	
Autres	151	
Transport collectif	152	
Autres	153	
	154	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	
Réseau de distribution de l'eau potable	156	
Traitement des eaux usées	157	
Réseaux d'égout	158	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	159	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	160	
Tri et conditionnement	161	
Autres	162	
Autres	163	
Cours d'eau	164	
Protection de l'environnement	165	
Autres	166	
	167	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations	
	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	168	
Autres	169	
	170	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	171	
Rénovation urbaine	172	
Promotion et développement économique	173	
Autres	174	
	175	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	176	
Activités culturelles		
Bibliothèques	177	
Autres	178	
	179	
Réseau d'électricité	180	
	181	8 867 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2022	2021	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182	184 000	114 000
Évaluation	183	1 000	2 000
Autres	184	18 707 000	32 012 000
	185	18 892 000	32 128 000
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189	103 000	115 000
	190	103 000	115 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191	3 478 000	3 572 000
Enlèvement de la neige	192	1 363 000	1 125 000
Autres	193	105 188 000	80 296 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		4 000
Autres	198	18 973 000	9 090 000
	199	129 002 000	94 087 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	200		
Traitement des eaux usées	201	1 401 000	1 837 000
Réseaux d'égout	202		
	203	326 000	223 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204	21 000	17 000
Matières recyclables	205	196 000	508 000
Autres	206	14 000	17 000
Cours d'eau			
Protection de l'environnement	207		
	208	12 000	11 000
Autres	209	1 000	1 000
	210	1 971 000	2 614 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	211	
Sécurité du revenu	212	11 619 000
Autres	213	117 000
	214	11 736 000
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	215	45 824 000
Rénovation urbaine	216	86 000
Promotion et développement économique	217	2 656 000
Autres	218	55 584 000
	219	104 150 000
Loisirs et culture		
Activités récréatives	220	14 116 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	221	550 000
Autres	222	31 272 000
	223	45 938 000
Réseau d'électricité		
	224	
	225	311 792 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	283 360 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	51 419 000	56 653 000
Droits de mutation immobilière	228	410 852 000	383 466 000
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230		(1 000)
	231	462 271 000	440 118 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	80 619 000	79 238 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233	89 007 000	61 681 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	17 123 000	14 810 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	(324 000)	3 930 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	8 095 000	5 977 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	27 403 000	35 398 000
	245	35 174 000	45 305 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	65 627 000	62 315 000
Greffe et application de la loi	2	38 087 000	56 469 000
Gestion financière et administrative	3	331 213 000	304 680 000
Évaluation	4	16 453 000	14 826 000
Gestion du personnel	5	75 761 000	71 837 000
Autres			
▪ Autres	6	352 347 000	294 660 000
▪	7		
	8	879 488 000	804 787 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	593 641 000	516 884 000
Sécurité incendie	10	323 066 000	286 446 000
Sécurité civile	11	1 860 000	2 036 000
Autres	12	19 472 000	17 753 000
	13	938 039 000	823 119 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	163 030 000	169 465 000
Enlèvement de la neige	15	209 405 000	173 719 000
Éclairage des rues	16	28 004 000	30 187 000
Circulation et stationnement	17	114 245 000	96 926 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	528 683 000	463 119 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	54 203 000	40 223 000
	22	1 097 570 000	973 639 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	73 437 000	70 975 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	107 683 000	109 268 000
Traitement des eaux usées	25	102 732 000	97 569 000
Réseaux d'égout	26	39 904 000	38 212 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	56 327 000	52 187 000
Élimination	28	29 065 000	30 588 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	37 843 000	36 635 000
Tri et conditionnement	30	2 357 000	4 742 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	15 194 000	13 670 000
Traitement	32	13 056 000	10 968 000
Matériaux secs	33	23 898 000	21 889 000
Autres	34	3 887 000	3 852 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 067 000	2 478 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	12 828 000	12 870 000
Autres	39	5 152 000	(3 368 000)
	40	526 430 000	502 535 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	24 884 000	23 456 000
Sécurité du revenu	42	10 856 000	12 277 000
Autres	43	42 830 000	32 023 000
	44	78 570 000	67 756 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	81 047 000	75 688 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 911 000	1 797 000
Autres biens	47	38 063 000	38 972 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	83 377 000	115 661 000
Tourisme	49	2 009 000	1 812 000
Autres	50	289 000	425 000
Autres	51	3 310 000	6 738 000
	52	210 006 000	241 093 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	69 593 000	60 732 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	41 676 000	35 311 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	36 444 000	33 304 000
Parcs et terrains de jeux	56	228 219 000	205 894 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	76 000	65 000
Autres	59	15 304 000	14 149 000
	60	391 312 000	349 455 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	21 713 000	19 231 000
Bibliothèques	62	102 092 000	96 251 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	92 055 000	71 097 000
Autres ressources du patrimoine	64	1 000	36 000
Autres	65	78 391 000	59 477 000
	66	294 252 000	246 092 000
	67	685 564 000	595 547 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	276 414 000	275 021 000
Autres frais	70	2 680 000	(618 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	560 000	(5 533 000)
	73	279 654 000	268 870 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	74		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	20
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	20
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	21
Questionnaire	22
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	24
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	24
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	25

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	280 855 000	280 855 000	193 370 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	48 940 000	48 940 000	52 707 000
Usines et bassins d'épuration	3	68 337 000	68 337 000	27 973 000
Conduites d'égout	4	121 223 000	121 223 000	171 753 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	66 734 000	66 734 000	79 222 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	409 179 000	409 179 000	251 103 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	110 575 000	110 575 000	42 864 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	29 391 000	29 391 000	23 813 000
Aires de stationnement	9	214 000	214 000	1 860 000
Parcs et terrains de jeux	10	167 290 000	167 290 000	132 399 000
Autres infrastructures	11	80 332 000	456 819 000	452 897 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	174 513 000	576 945 000	531 784 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	118 665 000	118 665 000	168 029 000
Améliorations locatives	15	18 000 000	18 150 000	24 933 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		22 548 000	314 389 000
Autres	17	49 397 000	161 408 000	160 140 000
Ameublement et équipement de bureau	18	100 142 000	118 286 000	177 157 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	25 120 000	30 976 000	44 785 000
Terrains	20	12 409 000	71 515 000	125 602 000
Autres	21	14 157 000	14 157 000	8 904 000
	22	1 895 473 000	2 892 207 000	2 985 684 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	119 200 000	119 200 000	81 835 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	48 940 000	48 940 000	52 707 000
Usines et bassins d'épuration	25	68 337 000	68 337 000	27 973 000
Conduites d'égout	26	57 786 000	57 786 000	57 852 000
Autres infrastructures	27	539 422 000	915 909 000	823 117 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	161 655 000	161 655 000	111 535 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	63 437 000	63 437 000	113 901 000
Autres infrastructures	32	324 293 000	324 293 000	161 041 000
Autres immobilisations corporelles	33	512 403 000	1 132 650 000	1 555 723 000
	34	1 895 473 000	2 892 207 000	2 985 684 000

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	3 012 315 000	691 110 000	61 666 000	3 641 759 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 953 130 000	440 692 000	489 492 000	4 904 330 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 223 087 000	791 302 000	807 313 000	3 207 076 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	11 188 532 000	1 923 104 000	1 358 471 000	11 753 165 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 147 465 000	472 725 000	323 396 000	3 296 794 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 147 465 000	472 725 000	323 396 000	3 296 794 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 147 465 000	472 725 000	323 396 000	3 296 794 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	61 043 000	15 811 000	36 653 000	40 201 000
Autres	17	421 597 000	53 067 000	40 784 000	433 880 000
	18	3 630 105 000	541 603 000	400 833 000	3 770 875 000
	19	14 818 637 000	2 464 707 000	1 759 304 000	15 524 040 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21		(761 301 000)	(844 470 000)	
Dette à long terme	22	14 818 637 000	1 703 406 000	914 834 000	15 524 040 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	7 623 105 000	4 484 241 000	12 107 346 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	621 566 000	27 830 000	649 396 000
Activités de fonctionnement à financer	3	101 091 000	63 809 000	164 900 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪ Achat de terrains	5	49 835 000	37 259 000	87 094 000
▪	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	2 413 889 000	857 103 000	3 270 992 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	60 464 000	1 775 784 000	1 836 248 000
Autres montants	10		47 447 000	47 447 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11			
Autres				
▪ Montant à recouvrer redevances	12	471 410 000		471 410 000
▪	13			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 449 834 000	1 932 805 000	7 382 639 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	15	189 458 000	1 966 962 000	2 156 420 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18	21 709 000		21 709 000
Autres organismes	19	241 450 000		241 450 000
Endettement total net à long terme	20	5 902 451 000	3 899 767 000	9 802 218 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	3 191 766 000		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22			
	23	3 191 766 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	9 094 217 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
	Grefe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	6 853 000	6 853 000
				6 552 000
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	648 958 000	648 958 000
	Autres	10	235 000	235 000
				622 645 000
				240 000
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14	904 000	904 000
	Autres	15		
				919 000
Santé et bien-être				
	Logement social	16	17 077 000	17 077 000
	Autres	17		
				17 075 000
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	5 782 000	5 782 000
	Autres	21		
				5 827 000
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23	12 068 000	12 068 000
				12 077 000
Réseau d'électricité				
		24		
		25	691 877 000	691 877 000
				665 335 000

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	91 170 000	57 139 000
Charges sociales	2	27 351 000	17 142 000
Biens et services	3	1 776 952 000	1 446 546 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 895 473 000	1 520 827 000

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2 230,80	37,50	4 097 714,00	302 356 909	84 493 480	386 850 389
Professionnels	2	2 746,70	35,00	5 714 983,00	337 203 578	93 338 410	430 541 988
Cols blancs	3	6 176,80	35,00	11 158 254,00	428 712 748	130 249 814	558 962 562
Cols bleus	4	4 570,40	36,00	8 921 776,00	348 153 489	126 740 850	474 894 339
Policiers	5	4 784,10	35,00	9 168 234,00	523 216 146	114 573 212	637 789 358
Pompiers	6	2 395,00	42,00	4 930 877,00	254 077 130	77 753 234	331 830 364
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 903,80		43 991 838,00	2 193 720 000	627 149 000	2 820 869 000
Élus	9	103,00			11 965 000	5 021 000	16 986 000
	10	23 006,80			2 205 685 000	632 170 000	2 837 855 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 564 000				1 564 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	131 000	7 650 000	17 342 000		25 123 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	59 000	48 164 000	86 578 000		134 801 000
Traitement des eaux usées	14	6 546 000	19 824 000	19 911 000		46 281 000
Réseaux d'égout	15	2 263 000	28 270 000	35 634 000		66 167 000
Autres	16	517 793 000	413 673 000	141 689 000	37 983 000	1 111 138 000
	17	528 356 000	517 581 000	301 154 000	37 983 000	1 385 074 000

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	1 035 000	364 000
Évaluation	2	125 000	43 000
Autres	3	23 841 000	24 695 000
	4	25 001 000	25 102 000
Sécurité publique			
Police	5	4 511 000	3 490 000
Sécurité incendie	6	8 848 000	8 358 000
Sécurité civile	7	55 000	42 000
Autres	8	754 000	762 000
	9	14 168 000	12 652 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	136 092 000	134 230 000
Enlèvement de la neige	11	7 494 000	6 307 000
Autres	12	15 054 000	14 657 000
Transport collectif	13	53 285 000	50 917 000
Autres	14	2 298 000	1 500 000
	15	214 223 000	207 611 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	8 317 000	7 839 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	19 773 000	18 256 000
Traitement des eaux usées	18	14 186 000	17 432 000
Réseaux d'égout	19	14 010 000	13 560 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 717 000	2 275 000
Matières recyclables	21	445 000	156 000
Autres	22	77 000	85 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	344 000	266 000
Autres	25		
	26	59 869 000	59 869 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	479 000	436 000
Sécurité du revenu	28	6 386 000	6 452 000
Autres	29		
	30	6 865 000	6 888 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 023 000	3 919 000
Rénovation urbaine	32	894 000	861 000
Promotion et développement économique	33	1 104 000	1 124 000
Autres	34	7 792 000	7 779 000
	35	13 813 000	13 683 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	70 394 000	68 903 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 270 000	1 764 000
Autres	38	8 517 000	10 144 000
	39	83 181 000	80 811 000
Réseau d'électricité			
	40		
	41	417 120 000	406 616 000

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alneus, Ericka	Conseiller	111 006	17 492	5 500	
Amaya Munro, Kaila	Conseiller	66 173	17 492		
Beis, Dimitrios	Maire	114 435	17 492		
Blanco, Josefina	Conseiller	112 555	17 492		
Christensen, Lisa	Conseiller	88 582	17 492		
Côté, Stéphane	Maire	89 153	17 492		
DeSousa, Alan	Maire	99 743	17 492	26 041	
Flannery, Michèle	Conseiller	65 339	17 492		
Goulet, Nathalie	Conseiller	93 957	17 492	20 000	
Hénault-Ratelle, Julien	Conseiller	71 188	17 492		
Leblanc, Richard	Conseiller	45 690	17 492		
Machado, Enrique	Conseiller	66 519	17 492		
McQueen, Peter	Conseiller	79 559	17 492	22 500	
Nazarian, Vana	Conseiller	70 179	17 492		
Ouellet, Sylvain	Conseiller	83 298	17 492	61 191	
Perri, Dominic	Conseiller	86 684	17 492		
Pollak, Mindy	Conseiller	60 962	17 492		
Romano, Daniela	Conseiller	50 874	17 492		
Sari, Abdelhaq	Conseiller	77 051	17 492		
Sterlin, Marie	Conseiller	58 029	17 492		
Troilo, Josée	Conseiller	61 260	17 492		
Wilson, Alain	Conseiller	37 156	17 456		
Zuniga Ramos, Alba	Conseiller	69 719	17 492		
Vodanovic, Maja	Maire	142 090	17 492		
Vilain, Maeva	Conseiller	79 926	17 492		
Valenzuela, Stéphanie	Conseiller	69 577	17 492		
Vaillancourt, Alain	Conseiller	124 680	17 492		
Tremblay, Véronique	Conseiller	85 299	17 492	6 000	
Thuillier, Émilie	Maire	156 561	17 492		
Thermidor, Philippe	Conseiller	50 874	17 492		
Tarakjian, Chahi	Conseiller	50 998	17 492		
Sourias, Despina	Conseiller	89 788	17 492	7 500	
Sigouin, Anne-Marie	Conseiller	78 147	17 492		
Sauvé, Craig	Conseiller	70 021	17 492		
Sasseville, Serge	Conseiller	65 065	17 492		
Salem, Aref	Conseiller	114 346	17 492		
Roy, Julie	Conseiller	83 259	17 492	5 500	
Rouleau, Micheline	Conseiller	54 948	17 492		
Rossi, Chantal	Conseiller	90 337	17 492		
Rapana, Giovanni	Conseiller	70 625	17 492		
Rabouin, Luc	Maire	139 115	17 492	35 000	
Potvin, Marie	Conseiller	46 864	17 524		
Popeanu, Magda	Conseiller	133 937	17 492		
Poirier, Jean-Marc	Conseiller	60 648	17 492		
Plourde, Marie	Conseiller	91 053	17 492	23 500	
Plante, Valérie	Maire	121 193	17 492	73 179	

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre-Antoine, Nathalie	Conseiller	53 895	17 492		
Pauzé, Jocelyn	Conseiller	103 656	17 492	10 000	
Patreau, Valérie	Conseiller	61 260	17 492		
Parent, Laurence	Conseiller	71 885	17 492		
Palestini, Laura-Ann	Conseiller	72 176	17 492	32 345	
Ollivier, Dominique	Conseiller	135 330	17 492	35 000	
Norris, Alex	Conseiller	117 582	17 492	5 500	
Normand, Jérôme	Conseiller	91 839	17 492	21 500	
Noël, Michel	Conseiller	50 875	17 492		
Myrand, Danielle	Conseiller	41 271	17 492		
Musau Muele, Martine	Conseiller	117 549	17 492		
Moroz, Sonny	Conseiller	76 055	17 492		
Miranda, Luis	Maire	81 497	17 492		
Mauzerolle, Sophie	Conseiller	132 311	17 492	3 500	
Mauger, Marie-Andrée	Maire	132 721	17 492	5 500	
Marsolais, Kristine	Conseiller	45 690	17 492		
Marceau, Suzanne	Conseiller	45 569	17 492		
Limoges, François	Maire	111 963	17 492	21 000	
Li, Tan Shan	Conseiller	51 057	17 492		
Lessard-Blais, Pierre	Maire	132 786	17 492		
Leroux, Louise	Conseiller	52 682	17 492	7 500	
Lavigne Lalonde, Laurence	Maire	104 268	17 492	16 000	
Langevin, Benoit	Conseiller	82 181	17 492		
Katahwa, Gracia Kasoki	Maire	93 400	17 492	26 016	
Journeau, Virginie	Conseiller	82 590	17 492	7 000	
Hénault, Andrée	Conseiller	70 942	17 492		
Hassan-Cournol, Alia	Conseiller	105 473	17 492		
Grondin, Vickl	Conseiller	102 771	17 492		
Gratton, Benoit	Conseiller	70 211	17 492		
Giguère, Marianne	Conseiller	93 494	17 492	5 000	
Giannou, Effie	Conseiller	79 192	17 492		
Gentile, Angela	Conseiller	69 858	17 492		
Gagnier, Annie	Conseiller	51 486	17 492		
El Korbi, Arij	Conseiller	56 821	17 492		
Dubé, Marie Josée	Conseiller	43 747	17 456		
Downey, Sterling	Conseiller	100 804	17 492		
Dorais, Benoit	Maire	166 521	17 492	7 500	
Deschamps, Richard	Conseiller	68 590	17 492	16 000	
Desbois, Laurent	Maire	89 683	17 588		
Deros, Mary	Conseiller	81 121	17 492		
De Larochellière, Suzanne	Conseiller	61 335	17 492		
Corvil, Josué	Conseiller	71 457	17 492		
Colin, Daphney	Conseiller	76 771	17 492		
Cohen, Jacques	Conseiller	58 072	17 492		
Clément-Talbot, Catherine	Conseiller	70 687	17 492		
Caldwell, Éric Alan	Conseiller	116 978	17 492	34 800	

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Braun, Caroline	Conseiller	46 139	17 492		
Bourgeois, Caroline	Maire	163 621	17 492		
Boukala, Younes	Conseiller	61 686	17 492		
Blanchet, Nancy	Conseiller	105 188	17 492		
Black, Christine	Maire	99 413	17 492		
Bissonnet, Michel	Maire	101 459	17 492		
Bélanger, Richard	Conseiller	37 335	17 456		
Beauregard, Céline-Audrey	Conseiller	45 895	17 492		
Beaudry, Robert	Conseiller	134 370	17 492	5 500	
Baril, Marie-Claude	Conseiller	73 628	17 492		
Auger, Benoit	Conseiller	55 430	17 492		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input type="checkbox"/> 9 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Crédeurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 151 299 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 19 440 630 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 CG10 0209
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2010-05-20
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 7
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 50
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 1
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 26
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 5
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 29 671
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 11 283
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 99
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non consolidés
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	120 149 000	89 885 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	48 940 000	52 707 000
Usines et bassins d'épuration	3	68 337 000	27 973 000
Conduites d'égout	4	49 287 000	112 820 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	66 655 000	79 222 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	88 793 000	4 754 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	13 705 000	419 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	13 595 000	554 000
Aires de stationnement	9	126 000	46 000
Parcs et terrains de jeux	10	35 760 000	29 649 000
Autres infrastructures	11	1 521 000	1 431 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	49 702 000	31 594 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	25 720 000	21 036 000
Améliorations locatives	15	4 629 000	6 314 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	21 799 000	11 513 000
Ameublement et équipement de bureau	18	49 360 000	44 100 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 934 000	8 412 000
Terrains	20	8 299 000	2 899 000
Autres	21	(7 528 000)	6 881 000
	22	666 783 000	532 209 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	36 957 000	27 395 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	48 940 000	52 707 000
Usines et bassins d'épuration	25	68 337 000	27 973 000
Conduites d'égout	26	24 632 000	22 915 000
Autres infrastructures	27	123 047 000	24 739 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	83 192 000	62 490 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	24 655 000	89 905 000
Autres infrastructures	32	97 108 000	91 336 000
Autres immobilisations corporelles	33	159 915 000	132 749 000
	34	666 783 000	532 209 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
66023	Ville de Montréal	2 275 012 000
66087	Ville de Dorval	77 229 000
66142	Ville de Dollard-des-Ormeaux	47 541 000
66058	Ville de Côte-Saint-Luc	31 490 000
66107	Ville de Beaconsfield	25 929 000
66112	Ville de Baie-D'Urfé	14 234 000
66007	Ville de Montréal-Est	18 693 000
66072	Ville de Mont-Royal	61 304 000
66102	Ville de Kirkland	34 050 000
66092	Ville de L'Île-Dorval	113 000
66062	Ville de Hampstead	12 104 000
66047	Ville de Montréal-Ouest	6 444 000
66097	Ville de Pointe-Claire	70 762 000
66127	Village de Senneville	3 502 000
66032	Ville de Westmount	64 798 000
66117	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	8 435 000
	1	2 751 640 000
Certaines municipalités		
66023	Ville de Montréal	19 417 000
66087	Ville de Dorval	1 895 000
66007	Ville de Montréal-Est	434 000
66032	Ville de Westmount	1 444 000
66117	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	230 000
66127	Village de Senneville	91 000
66097	Ville de Pointe-Claire	1 671 000
66047	Ville de Montréal-Ouest	127 000
66072	Ville de Mont-Royal	1 363 000
66102	Ville de Kirkland	794 000
66092	Ville de L'Île-Dorval	2 000
66062	Ville de Hampstead	268 000
66142	Ville de Dollard-des-Ormeaux	1 036 000
66058	Ville de Côte-Saint-Luc	490 000
66107	Ville de Beaconsfield	625 000
66112	Ville de Baie-D'Urfé	312 000
	2	30 199 000
	3	2 781 839 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI NON**

- | | | | | |
|--|----|--|----|----|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | | | \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | | 3 | X |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | | | |
| a) crédits de taxes | 4 | | | \$ |
| b) autres formes d'aide | 5 | | | \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 6 | | 7 | X |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 | 8 | | | \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 9 | | 10 | X |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 11 | | 12 | X |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 | 13 | | | \$ |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	160 706 000	103 485 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	71 936 000	58 933 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	79 000	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	320 386 000	246 349 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	96 870 000	42 445 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	15 796 000	23 259 000
Aires de stationnement	9	88 000	1 814 000
Parcs et terrains de jeux	10	131 530 000	102 750 000
Autres infrastructures	11	78 811 000	81 568 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	124 811 000	44 073 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	92 945 000	146 993 000
Améliorations locatives	15	13 371 000	18 377 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	27 598 000	13 690 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 782 000	50 497 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	17 186 000	13 565 000
Terrains	20	4 110 000	38 797 000
Autres	21	21 685 000	2 023 000
	22	1 228 690 000	988 618 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	82 243 000	54 441 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	33 154 000	34 937 000
Autres infrastructures	27	416 375 000	428 480 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	78 463 000	49 044 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	38 782 000	23 996 000
Autres infrastructures	32	227 185 000	69 705 000
Autres immobilisations corporelles	33	352 488 000	328 015 000
	34	1 228 690 000	988 618 000

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	16 453 000	14 826 000
Autres	3	358 138 000	318 492 000
Sécurité publique			
Police	4	592 264 000	515 034 000
Sécurité incendie	5	323 127 000	286 482 000
Sécurité civile	6	1 539 000	1 344 000
Autres	7	11 238 000	9 787 000
Transport			
Réseau routier	8	10 122 000	10 387 000
Transport collectif	9	528 628 000	463 040 000
Autres	10	9 005 000	9 454 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	212 258 000	201 945 000
Matières résiduelles	12	62 579 000	62 638 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	3 758 000	3 087 000
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16	22 747 000	21 359 000
Autres	17	6 078 000	3 310 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 803 000	2 649 000
Rénovation urbaine	19	4 261 000	5 085 000
Promotion et développement économique	20	46 376 000	65 621 000
Autres	21	1 531 000	1 490 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	32 337 000	29 650 000
Activités culturelles	23	80 039 000	73 102 000
Réseau d'électricité			
	24		
	25	2 325 281 000	2 098 782 000

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

À Madame la Mairesse,
À la présidente et aux membres du comité exécutif,
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal,
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 a été établi par la Direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Nous avons également émis un rapport des auditeurs indépendants comportant une opinion non modifiée signé en date du 8 juin 2023 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération, ayant été déposés au greffe de la Ville le 9 juin 2023.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La Direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A116207
Montréal, 9 juin 2023

La vérificatrice générale de la Ville de Montréal
Michèle Galipeau, FCPA auditrice
Montréal, 9 juin 2023

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022					2021		Réalizations
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total		
		Budget	Réalizations	Budget	Réalizations	Réalizations	Budget	Réalizations	
Dépenses									
Administration générale	1	176 016 000	179 342 000	169 214 000	147 004 000	1 000	345 228 000	326 345 000	308 025 000
Sécurité publique	2								
Transport	3	1 382 000	1 869 000	63 187 000	74 210 000	1 000	64 569 000	76 078 000	88 931 000
Hygiène du milieu	4	11 399 000	11 716 000	19 139 000	20 652 000		30 537 000	32 368 000	35 098 000
Santé et bien-être	5	1 066 000	895 000	1 326 000	1 095 000		2 392 000	1 990 000	1 897 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	6 286 000	6 216 000	8 441 000	8 518 000		14 727 000	14 734 000	14 111 000
Loisirs et culture	7	5 805 000	6 195 000	23 683 000	26 993 000	7 000	29 488 000	33 181 000	30 106 000
Frais de financement	8								
	9	201 954 000	206 233 000	284 990 000	278 472 000	9 000	486 941 000	484 696 000	478 168 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2022 est de 9,36 %.

2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

Par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 13 14
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 17 18
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 19 20

Les questions 9 et 10 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

9. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes? 21 22
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 23 24
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts? 25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-06-15

Nom du signataire : Francine Laverdière

Fonction du signataire : Trésorière et dir. Serv. des finances

Date de transmission au Ministère : 2023-06-19

Date et heure de la dernière modification : 2023-06-19 15:55